la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Le bassin industriel de la Loire en difficulté
par A. LAVAL

Pas de succès ouvrier sans F.O.
par R. HAGNAUER

Pour une action efficace faut-il faire l'action commune avec la C.G.T. ?
par F. RIVIÈRE

L'Asie contre l'Europe
par R. LOUZON

23e année. — N° 384. — Nouvelle série n° 83.   MAI 1954. — Prix : 70 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 400 fr.
Un an .... 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 480 fr.
Un an .... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 83 - Mai 1954

Le bassin industriel de la Loire en difficulté .... A. LAVAL
Six semaines en U.R.S.S. .... G. PERRIN et G. CAILLIEUX
Notes sur la « culture » russe .... J. PERA
Pour une politique républicaine en Afrique du Nord .... « France-Maghreb »
Léon Jouhaux .... C. DELSOL
Pour une action efficace faut-il faire l'action commune avec la C.G.T. ? .... P. RIVIERE
Petites notes.
L'évolution possible de la situation économique et sociale en 1954 .... U. T.
Pour faire renaître le syndicalisme. — (Une lettre d'Hervé, de l'U.D.-F.O. de Tours).

Parmi nos lettres

Le réarmement de l'Allemagne .... FRITZENKOTTER

Notes d'économie et de politique

Bluffe-t-il ? — L'Asie contre l'Europe. — Avec les mains nues. — L'apparition des classes dans la révolution égyptienne .... R. LOUZON

La renaissance du syndicalisme

Pas de succès ouvrier sans F.O. .... R. HAGNAUER
La grève du 28 avril. — Rémunération directe et rémunération indirecte. — Un dirigisme coûteux. — Où en est la production industrielle ? — Le racisme, cette honte des démocraties. — Le 1er Mai. .... LE PROLO

Faits et documents

La « productivité », fromage pour les improductifs. — Les héros oubliés de Biederitz.

Le bassin industriel de la Loire en difficulté

Depuis trois années le chômage s'est étendu en France. Il touche certes l'ensemble des régions et presque l'ensemble des activités industrielles, mais plus ou moins, cependant.

La Loire a le triste privilège d'être proportionnellement classée bien en tête parmi les départements français les plus touchés. Absolument toutes les activités maîtresses de ce vieux département industriel sont atteintes : mines, sidérurgie, grosse et petite industrie de la transformation des métaux, textile...

Les mines occupaient, en 1938, 17.030 personnes pour les effectifs du fond et du jour. La période de production intense d'après guerre amena ce chiffre très près de 23.000. En janvier 1954, il est tombé à 15.076.

Dans la sidérurgie, l'hémorragie des effectifs est constante depuis déjà bien des années. D'octobre 1952 à février 1954 le personnel a été réduit de 20 % aux aciéries de Saint-Etienne et de 16 % aux aciéries de Saint-Chamond.

Le cycle occupa dans sa période record 10.000 ouvriers et ouvrières ; actuellement ses capacités d'emploi sont réduites d'au moins 30 %.

De semblables constatations sont à faire dans bien d'autres industries typiquement régionales : l'arme, le textile, la chapellerie...

Les ateliers de l'Etat ne représentent plus les débouchés importants qu'ils constituèrent soit à Saint-Etienne, soit à Roanne pendant une longue période. Ne parle-t-on pas au contraire d'une réduction de plus d'un millier des effectifs actuels de la Manufacture d'Armes de Saint-Etienne ?

Deux vallées industrielles sont particulièrement touchées : la vallée de l'Ondaine (Firminy, Le Chambon-Feugerolles, La Ricamarie...), par la réduction de l'activité des houillères et par la grande détresse des petites industries métallurgiques : lime, martellerie, boulonnerie. Dans ces dernières industries, les horaires sont tombés quelquefois jusqu'à 24 et 32 heures par semaine. On accuse un surplus de main-d'œuvre dépassant 1.000 travailleurs.

La vallée du Gier (Saint-Chamond, Lorette, Rive-de-Gier...) n'a plus un seul puits de mine en activité, la récente fermeture des Ateliers de tracteurs, de l'Horme, a jeté sur le pavé plusieurs centaines d'ouvriers. A l'Horme, Lorette-Grand'Croix et Rive-de-Gier l'activité relative de certaines entreprises métallurgiques est toute occasionnelle et provisoire. C'est le cas de celles qui tournent sur d'importantes commandes « off shore » obtenues sans doute avec le concours des personnalités politiques du département

Quelles sont les causes de cette mort lente ?

Elles sont certainement bien différentes suivant les industries et parfois même suivant les branches d'une même industrie. Pour tenter d'entrer un peu dans les détails nous limiterons cette petite étude exclusivement à la métallurgie.

Toutefois constatons pour l'ensemble que la Loire et le Centre de la France ont vu s'ouvrir les premiers puits de mine et l'utilisation de ces premières ressources énergétiques ont fait de notre région une des plus vieilles régions industrielles d'Europe.

Nous touchons là une cause essentielle : vieilles installations, vieilles fabrications, vieilles machines, vieilles méthodes...

Que certaines activités ralentissent, que certaines fabrications disparaissent, c'est la loi du progrès technique et de l'évolution économique. Dans ce cas de nouvelles devraient se développer sans cesse.

Ce « remplacement » ne s'est presque pas fait dans la Loire. On voit des industries nouvelles, comme : la construction électrique et ses multiples branches d'activité, les produits chimiques et bien d'autres industries « du siècle », se développer dans le Rhône, l'Allier, l'Ain, l'Isère... mais dans la Loire : à peu près rien ! C'est la mort lente même de certaines activités qui ne devraient pas finir, si elles utilisaient les possibilités de reconversion. C'est le cas du cycle : il devrait s'orienter davantage vers les cyclo-moteurs qui actuellement depuis la grosse moto jusqu'à la petite mobylette se vendent en quantité, tant sur le marché français que sur le marché extérieur. Or on a l'impression que de plus en plus ces fabrications nouvelles échappent à notre ville de Saint-Etienne réputée comme la capitale du cycle. Vespa s'installe dans la Nièvre, de nombreuses autres marques qui se taillent sur les marchés la part du lion sont en d'autres coins de France.

Les milieux industriels de notre département semblent frappés de sclérose.

On persiste à vouloir « tourner » comme l'on est, c'est-à-dire comme au début du siècle, à peu près avec les mêmes moyens : même organisation, même matériel. On s'ingénie surtout à rechercher les protections et les solutions à la petite semaine pour durer le plus longtemps possible dans ces conditions. Les ententes protectionnistes fleurissent à l'ombre des Chambres syndicales industrielles et commerciales. Les protections douanières sont largement recherchées ou maintenues. Pour réduire les prix de revient on économisera au maximum sur le coût de la main-d'œuvre en payant le moins possible le travail, en accentuant les cadences.

A ce propos, il faut souligner que, dans la métallurgie, la main-d'œuvre de la Loire se trouve actuellement la moins payée de toute la région Centre-Sud-Est. A catégorie, à qualification identiques et à travail égal on relève des différences allant de 25 à 50 fr. de l'heure entre un ouvrier de Saint-Etienne et ses camarades de Lyon, Grenoble, Montluçon...

Il est significatif de constater à propos des avantages sociaux annexes que la métallurgie de la Loire est bien en retard. Voici un exemple entre bien d'autres : les récentes conventions collectives régionales accordent le paiement de deux jours fériés dans la Loire contre quatre dans le Rhône, le Puy-de-Dôme et la totalité dans l'Isère.

Cependant dans la Loire, plus qu'ailleurs, les syndicats ouvriers sont actifs et accrocheurs. Il y a d'ailleurs dans ce domaine des traditions. Mais que faire lorsque le patronat a son armée de réserve en la personne des nombreux chômeurs partiels ? Or chez nous il l'a bien depuis trois ans et il en profite honteusement.

Les facilités sur lesquelles les industriels de notre département tournent au point de vue main-d'œuvre, les possibilités qu'ils ont de payer cette main-d'œuvre au rabais sont autant de facteurs qui ne faciliteront pas l'évolution technique et les modernisations de matériel s'imposant.

Le patronat est le responsable numéro 1

« Si l'industrie du Centre se meurt, c'est la faute au plan Schuman », voici le slogan qui fait fort bien son chemin et qu'accréditent dans les masses laborieuses le parti stalinien et sa C.G.T. Certaines sommités industrielles font chorus, elles sont trop bien servies par ce facile leitmotiv et par les quelques difficultés réelles qu'a immédiatement amenées l'entrée en vigueur du marché commun du charbon et de l'acier, pour masquer leurs responsabilités et faire oublier leurs négligences et leur coupable impéritie.

Autrement dit, le « pool charbon-acier » devient chez nous un bon bouc émissaire. Il est impopulaire presque dans tous les milieux. La propagande a été si vive, si nourrie et si habile qu'on rejette de plus en plus sur lui les causes de tous nos malheurs. Il encaisse non plus seulement les responsabilités du chômage dans les mines et la sidérurgie, mais aussi celles de l'industrie de transformation, voire du textile.

Plus tard nous nous appesantirons sur les conséquences réelles du pool charbon-acier dans la Loire et sur les orientations qu'il fait prendre à notre sidérurgie régionale, tout en examinant l'action des syndicats libres et leurs positions pour faire jouer certaines clauses dites « sociales » ou dites « de sauvegarde » prévues dans le traité et intéressant au plus haut point les mineurs et les sidérurgistes de notre département.

Constatons cependant dès aujourd'hui que le « pool » a bon dos ! Son fonctionnement, encore partiel, date d'un an et on lui fait supporter exclusivement une situation qui dure depuis plusieurs années. Il est utile de faire constater que dans les grosses firmes sidérurgiques du Centre : Aciéries de Saint-Etienne, Aciéries de Saint-Chamond, Aciéries de Firminy et d'Unieux, Usines de Châtillon-Commentry à Montluçon, etc., l'hémorragie des effectifs est constante depuis la fin de la guerre de 1914-18. Ce n'est que par l'accident de la deuxième guerre mondiale que ces usines ont connu une nouvelle activité relative de quelques années. Dans les mines, la fermeture des puits de la vallée du Gier est bien antérieure au fameux plan !

C'est donc bien au-delà du plan Schuman qu'il faut situer les responsabilités de base.

Sur les industriels français, certaines dures vérités sont de notoriété publique : en particulier leurs courtes vues tant dans le social que dans l'économique. On sait partout que les tenants de notre industrie ont brillé pendant la favorable période d'entre les deux guerres par leur imprévoyance commandée par l'unique souci du *profit* égoïste et *immédiat*. Lorsqu'on le pouvait largement : pas d'investissements, pas de renouvellement de matériel, pas de perfectionnements techniques suffisants. Voilà bien pourquoi notre industrie, après avoir occupé les premiers rangs mondiaux, rétrograde sans cesse depuis un quart de siècle. Voilà pourquoi l'industrie métallurgique de la Loire se retrouve avec des machines d'âge moyen inférieur à d'autres régions d'une France qui se classe déjà très loin dans ce domaine par rapport à l'Angleterre, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, pour ne citer que les nations d'Europe.

Dans les beaux jours, les capitalistes français ont nagé dans cette facilité génératrice d'immobilisme dont les travailleurs font les frais aujourd'hui.

Nous avons eu des financiers, mais peu de capitaines d'industrie

La sidérurgie du Centre-Midi, malgré l'éloignement des matières premières, possède quelques atouts maîtres. La plupart des aciéries du Centre-Midi sont jumelées avec des usines de transformation et ateliers de construction utilisant sur place les produits sidérurgiques. Nos installations régionales possèdent quelques pièces d'outillage exceptionnelles leur valant le monopole de certains gros travaux Enfin, mettons encore à cet actif la production des aciers nobles. Le Centre-Midi détient 55 % de la production nationale des aciers fins et spéciaux.

Aussi notre sidérurgie régionale et ses grosses firmes ont connu la période des vaches grasses. Il est opportun de rappeler que ces grosses firmes ont tourné très longtemps sur de grosses commandes d'Etat, de défense nationale, de marine. Ces marchés ont toujours été larges et fructueux. Cela explique encore le grand immobilisme, sur le plan technique, dont firent preuve ces usines et aussi les difficultés rencontrées le jour où elles durent s'adresser à la clientèle privée et affronter la concurrence.

Dans ces périodes très prospères nous savons que les sidérurgistes français ont investi seulement 5 % de leurs bénéfices de 1920 à 1936. Et encore, la plupart des établissements du Centre appartinrent à des grosses sociétés : Marine-Homecourt, Châtillon-Commentry, etc. Ces sociétés avaient des installations ailleurs en France et à l'étranger et c'est bien souvent là que partait la majeure partie de ces déjà bien petits 5 %.

Nous sommes ici aux véritables sources de notre désastre industriel.

Si certaines sociétés se retrouvent en 1954 avec un potentiel industriel maigre et dépassé, par contre elles possèdent un portefeuille de participations bien gonflé.

Voici un exemple : si la compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et de Saint-Etienne a fusionné dans la nouvelle compagnie des Ateliers et Forges de la Loire, elle subsiste en revanche en holding très important. L'inventaire de son portefeuille de participations est imposant : Sollac, Sidelor, St-Chamond-Granat, Davum, Mines d'Anderny-Chevillon, Mines de fer de Bazaille, Mines de Redange-Dilling, Forges et Aciéries de Dilling, Charbonnages de Faulquemont, Charbonnages de Beeringen, Tubes de Vincey, Mavilor, Forges d'Allevard, Hauts Fourneaux de Givors, H. F. de Chasse, Châtillon-Commentry.

On est maintenant éclairé sur les destinations prises par les bénéfices à la belle épo-

que. On pourrait d'ailleurs prendre d'autres exemples pour démontrer que nos sociétés sidérurgiques furent beaucoup plus des sociétés financières que des sociétés d'exploitation industrielle. Les financiers se sont substitués aux capitaines d'industrie.

Cette façon d'agir n'est pas seulement le fait des grosses sociétés. Le petit patronat de notre région procède de même. Là aussi les exemples affluent : on sait pertinemment que tel industriel de la plaine du Forez place ses bénéfices dans l'achat d'hôtels, que tels autres de la plaine du Forez et de la région saint-chamonaise achètent des fermes modèles, d'autres encore ont acquis des exploitations commerciales, des cinémas, des casinos... Chacun recherche dans l'immédiat la source de profit et du plus grand profit. Peu importe l'exploitation industrielle proprement dite qui est à l'origine !

Indépendance sacro-sainte des petites et moyennes entreprises

Cet esprit si prédominant dans beaucoup de milieux français veut l'impossibilité du remembrement des terres et coupe de ce fait toutes possibilités de réorganisation de notre agriculture. Il maintient les scandaleux encombrements du système distributif.

Les milieux des petites industries de la transformation des métaux que ce soit : mécanique générale, fonderie, lime, martellerie..., ne font pas exception dans notre département.

Nous savons que certains crédits d'investissements seraient accordés à des industries régionales dans la mesure où elles se soumettraient à certains plans qui ont tout au moins le mérite d'être rationnels. Mais cela exigerait certaines fusions, concentrations...

Dans ces conditions, il n'y a pas de question : on n'en veut pas, l'indépendance de petites et moyennes entreprises traditionnelles étant mise en jeu. Ce ne sont pas seulement de petits industriels rétrogrades qui pensent cela, mais souvent leurs organismes syndicaux.

Voilà pourquoi la situation peut sembler sans issue et que l'on peut si facilement faire croire aux travailleurs de la Loire que leur industrie est irrémédiablement condamnée par les gouvernants et qu'ils doivent préparer leurs valises pour la « déportation » vers les usines de l'Est, première étape de l'acheminement vers la Ruhr !...

A. LAVAL.

Article du mois prochain : *Le Pool Charbon-Acier et la Sidérurgie de la Loire*, avec les positions des Syndicats libres.

SIX SEMAINES EN U.R.S.S.

(RÉCIT DE DEUX JEUNES CATHOLIQUES)

Ce qui suit ne prétend pas donner une vue panoramique de cet immense pays où nous fûmes voués à voir ce que les services officiels de la propagande de la soi-disant jeunesse antifasciste de l'U.R.S.S. voulurent bien nous montrer ; nous ne pûmes entendre que ce que les interprètes attachés à ces services voulurent bien nous dire. Et pourtant même à travers ces barreaux des lueurs de vérité ont percé.

En effet, au départ, que de promesses, que d'exhortations à demander librement ce que nous voulions visiter. Non seulement en France, mais à Moscou encore, au cours des réunions préparatoires, les organisateurs du voyage, français et staliniens, nous sollicitent d'établir une liste d'endroits, d'institutions que nous voudrions voir. Cette liste nous l'avons dressée ; nous avons, et à grand regret, évité de poser la question qui nous brûlait les lèvres : celle de voir de nos yeux « un camp correctif de travail » pour nous rendre compte de la vérité en matière de régime concentrationnaire ; nous y avons renoncé parce que nous ne voulions pas dès l'abord nous présenter en visiteurs ennemis de parti pris. Nous avons désigné de **grandes usines de Moscou** comme « Dynamo » ou l'usine automobile Staline, précisément pour pouvoir faire la visite longuement, soigneusement, méticuleusement, en excluant des déplacements trop lointains ; nous aurions voulu voir des « obchtchéjitié », des logements en commun que selon la presse russe habitent ouvriers, paysans et étudiants ; nous aurions voulu passer dans la petite ville d'Ouslitch, que la **courageuse femme-écrivain** Olga Bergholz (dans la **Litératournaïa Gazeta**) avait décrite dans l'écroulement de ses antiques églises, magnifiques œuvres d'art, et aussi dans son dénuement, sans lumière dans l'unique hôtel à côté d'un immense barrage ; nous pensions parcourir un **marché kolkhozien** pour nous rendre compte de visu de ce qu'il y avait de vrai dans le discours de Khrouchtchev dépeignant l'élevage comme inférieur à celui de l'époque des tsars.

Aucun des objectifs que nous avions nommément désignés ne nous a été présenté ; toujours les organisateurs nous assuraient que ce qu'ils nous montreraient était analogue à ce que nous demandions, mais les buts mêmes que nous proposions étaient systématiquement écartés et cela jusqu'à la fin de notre voyage.

***

Prenons l'exemple de la visite des institutions religieuses. A notre demande de visiter Ouglitch, ville distante de moins de deux cents kilomètres de Moscou, proche de Taroslav, parfaitement accessible, non touchée par la guerre, les organisateurs nous répondirent en nous faisant visiter Zagorsk, cité où dans un couvent est créé un séminaire de prêtres orthodoxes autorisé par l'Etat. Gravement, les interprètes nous assuraient que ces futurs prêtres suivaient des cours de marxisme-léninisme. Mais tout faillit se gâter lorsqu'un des délégués, l'étudiant Spindler, élève de la faculté de théologie de Strasbourg, tenta de parler aux séminaristes. Il avait en effet aperçu dans les mains de certains d'entre eux des textes allemands. Il s'attarda auprès de ces futurs popes et essaya de leur parler. Bien que lisant des textes allemands, ceux-ci lui exprimèrent par si-

gnes qu'ils ne comprenaient pas ce que le visiteur leur demandait. Mais immédiatement un délégué stalinien français accourait, exhortant Spindler à ne pas rester en arrière et le pressant de rejoindre le gros de la troupe. Ce dernier, s'apercevant que la délégation, contrairement à ce qui lui avait été dit, ne s'en allait pas, retourna vers les séminaristes ; il aperçut alors, entre les mains de ceux-ci des textes grecs ; Spindler essaya de les aborder en cette langue ; mais tout de suite, et beaucoup plus virulent que la première fois, un autre berger de Staline revint enjoignant au visiteur curieux de s'en aller pour signer le livre d'or.

La même peur d'une enquête sur la liberté du culte, apparut à Sverdlovsk, comme à Gorki, lorsque à plusieurs reprises nous demandâmes à assister à une célébration de la messe orthodoxe ; d'abord des promesses, des acquiescements, puis des difficultés d'établir l'horaire exact des cérémonies du culte ; enfin, le refus de nous y laisser aller. **Jamais,** nous, membres d'une organisation de jeunes catholiques, nous n'avons été admis à voir une église russe recevant les croyants.

***

Notre visite des usines est assombrie par l'image de la garde militaire qui surveillait les entrées. Un premier souvenir qui pèse sur nous est la femme portant un énorme revolver et se tenant à l'entrée de l'établissement le « Prolétaire rouge » à Moscou même. Mais ce souvenir s'aggrava encore lors de notre approche du géant industriel de l' « Ouralmach » ; tout autour de la longue palissade qui cernait cette entreprise, se dressaient, tous les cent cinquante mètres environ, des miradors munis de projecteurs sur lesquels nous aperçûmes les contours de sentinelles. Lorsque, surpris, nous demandâmes à nos interprètes les raisons de cette surveillance, ceux-ci, non moins surpris, nous répondirent :

— Comment, mais en France les usines ne sont pas gardées par des miradors ?

A nos dénégations, les interprètes répondirent qu'en U.R.S.S. les usines étaient le bien du peuple et comme telles devaient être gardées avec vigilance. Lorsque nous interrogeâmes contre qui devait s'exercer cette vigilance, il nous fut dit qu'en 1936 des saboteurs avaient tenté d'endommager les fabriques. Devant notre observation que près de vingt ans avaient passé depuis, gravement les interprètes nous affirmèrent qu'il pourrait encore bien se trouver quelques saboteurs.

Mais cette même entreprise géante devait nous fournir un exemple éclatant du mensonge dont, profitant de notre méconnaissance de la langue, nous fûmes abreuvés durant cette visite. Nous fûmes, en effet, mis en présence du directeur de l'établissement, typique représentant des managers dirigeant les usines russes ; les délégués staliniens ironiques nous poussèrent à lui poser des questions. Nous avions pu prendre connaissance, encore en France, d'une plaie qui de l'aveu de la presse officielle russe frappe la vie industrielle de ce pays : c'est ce que l'on appelle là-bas la « chtourmovchtchina », que l'on peut à peu près rendre par le terme équivalent de « travail par assauts ». Il se trouve que pendant les deux premiers tiers du mois, malgré la soi-disant planification dans **quantité** d'entreprises les matières premières et les pièces détachées n'arrivent qu'en faible volume ; aussi pour exécuter, voire dépasser le plan au cours des derniers dix jours du mois c'est la ruée au travail, à travers la tension de l'effort, l'accumulation des heures supplémentaires et souvent sans se préoccuper de la qualité.

Un des nôtres eut la curiosité de se demander si dans une usine aussi grande et trouvée digne d'être présentée à des délégués étrangers, ce fléau sévissait néanmoins ; il posa cette question en français en demandant à l'interprète de traduire. Mais le directeur ne laissa pas à celui-ci le temps de le faire ; il avait reconnu le terme russe, bien que prononcé à la française, et éclatant de rire, affirma que dans cette entreprise la « chtourmovchtchina » n'existait pas. Les délégués staliniens saluèrent cette réponse par des ricanements visant à ridiculiser celui qui osait ici poser des questions.

Or à peine rentrés à Paris, nous pûmes prendre connaissance d'un immense article consacré à l' « Ouralmach », paru dans une grosse revue de Moscou, le « Novy Mir », de décembre 1953, relatant justement des impressions d'une visite qui y fut faite en décembre et qui affirmait textuellement ceci, en parlant des ouvriers de l' « Ouralmach », p. 193 :

« Ils savent grâce à leur propre expérience à quoi aboutit pareille « planification ». **Le spectre de la chtourmovchtchina plane au-dessus d'eux.** Il suffit de modifier ne fût-ce qu'un seul objectif du plan et immédiatement des dizaines de constructeurs passent des nuits sur les plans, les modeleurs **travaillent même le dimanche,** les forgerons restent pour faire des **heures supplémentaires.** »

Telle était la contradiction flagrante entre ce que l'on montrait aux délégués et ce qu'avouait la presse gouvernementale.

Ce qui nous parut particulièrement grave ce fut de voir entraînées dans ce tourbillon, dans cette ruée jusqu'aux femmes elles-mêmes. Nous y songions dans les rues de Moscou lorsque à côté de machines ultra-modernes pour déblayer la neige, nous pouvions voir souvent des femmes chargeant de grandes caisses montées sur des traîneaux ou des camions automobiles ; ce qui nous frappait que pour ce travail rude, dans un hiver sévère, c'étaient **souvent** les femmes qui travaillaient et des hommes qui surveillaient. Il y avait là une forme de cynisme qui nous était apparue déjà dans la réponse d'un fonctionnaire important de l'usine moscovite : « Le prolétaire rouge ». Il nous avait exposé fièrement l'important pourcentage de travaux durs que les femmes accomplissaient dans cet établissement. Et devant notre étonnement et notre inquiétude relevant du souci permanent du mouvement ouvrier international d'éviter le labeur trop pénible aux ouvrières, le manager répliqua précisément avec dureté que la femme russe était forte, qu'elle avait toujours travaillé, qu'elle continuerait à le faire, et qu'il n'y avait pas là de problème.

Certes, les lecteurs trouveront ces impressions bien sombres ; certes, le peuple russe a su parfois dans ses chants, ses danses, ses spectacles d'amateurs nous montrer que sa veine créatrice, même artistique n'était pas tarie ; mais ces quelques fleurs ne font que plus ressortir la grisaille de la vie quotidienne ; nous l'évoquons dans ce flot impitoyable des consommateurs se précipitant en bousculade, sans songer à s'excuser, à l'annonce de l'apparition de quelque marchandise dans les mornes magasins aux étalages de produits factices, ou encore à l'aspect de longues files d'attente que les organisateurs attribuaient à l'attrait exercé par la baisse des marchandises, mais qui nous ramenaient inexorablement aux temps de l'occupation.

G. PERNIN,
G. CAILLIEUX.
(de la récente délégation des Jeunes de France.)

NOTES SUR LA « CULTURE » RUSSE

I. — Dans la **R.P.** de mars dernier, Meyssonnier nous a donné, dans ses « **Notes sur la Russie telle que je l'ai vue** », un témoignage bigrement intéressant.

« A l'hôpital de Lvov, on m'avait logé dans une salle d'officiers. Un matin de la fin avril, la jeune fille qui était le médecin attaché à notre étage, a eu une petite conversation avec mon voisin de lit. Je ne sais pas ce qu'elle a demandé, mais après cela, l'autre a pris un escabeau, a décroché le journal mural, l'a étalé sur la table et l'a contemplé de l'air d'un homme fort embarrassé. Il a été ensuite trouver le starchi lieutenant Danilo, qui logeait dans l'angle de la pièce... Cette fois, si je n'ai pas compris la demande, j'ai fort bien compris la réponse. Danilo répliquait, assez vertement ma foi, que l'**arithmétika**, la **ghéométria**, l'**alghébra**, l'intéressaient, mais que la **politika** ne l'intéressait pas du tout et que l'autre eût à faire sa **propaganda** sans lui. »

Ainsi, le lieutenant proclame s'intéresser à l'algèbre, à l'arithmétique et à la géométrie.

Or à quoi **s'intéressent** les hommes, dans l'ordre intellectuel ? Ils ne s'intéressent ni à ce qui est au-dessus de leur portée, ni à ce qu'ils ont déjà acquis. Ils s'intéressent à ce qui est d'**acquisition possible.**

Le lieutenant russe affirme publiquement son désir d'acquérir la connaissance de l'arithmétique, de la géométrie et d'un peu d'algèbre. On doit conclure de là que le niveau scientifique des officiers russes de 1945 était à peu près celui de la « cinquième » des lycées et collèges français : au-dessous du « Brevet élémentaire ».

On me dira que pour mener des hommes au combat, ou les abrutir à la caserne, il n'est pas besoin de beaucoup de science. Bien sûr ! On me dira encore qu'il ne faut pas s'admirer le nombril national et que, de toutes façons, c'est un curieux produit intellectuel que l'officier sorti de St-Cyr, à égale distance de la science et de l'ignorance, en irrémédiable porte à faux. Bien sûr encore !

Mais ce sont là d'autres histoires...

II. — Voici, d'autre part, un extrait des **Izvestia** du 14 janvier 54. (Je le trouve dans **La Réalité russe**, de mars 54.)

L'article traite de la difficulté qu'il y a à trouver un appartement. (Mais cela importe peu.)

La scène se passe dans les bureaux d'une grande mairie (« comité exécutif d'un soviet urbain »). Un employé, Chramov, sort de chez le chef, ayant réussi à se faire attribuer un logement.

« ...Chramov, rayonnant, s'élançait hors du cabinet. Il ne dit au passage que « ça y est ». Et ces mots firent en un clin d'œil tout le tour des bureaux. Le travail s'arrêta. **Les machines à écrire et les bouliers compteurs firent silence.** »

Ayant lu cela, je me suis demandé si la **Réalité russe** savait réellement le russe et si ces « **bouliers-compteurs** » ne désignaient pas de tout autres machines que des boules sur des tringles : comme quand nous disons une « plume » pour désigner un objet qui, depuis longtemps, a cessé de provenir de l'oiseau ; et comme quand nous disons « **calculer** » sans nullement impliquer le maniement de petits cailloux.

Or le **Figaro** du 29-4 (Reportage de J.-J. Gautier) lève toute espèce de doute.

« A la caisse, même s'il existe une machine à calculer, partout, absolument partout, y compris les grands magasins ou les banques, l'employé fait d'abord son compte à l'aide de l'antique boulier de nos grand'mères. »

De même qu'en Asie, on continue donc, en Russie, à compter sur boulier.

La Russie est restée étrangère au mouvement intellectuel qui, commencé au XIII[e] siècle avec les premiers « **algorismes** », a fini par libérer complètement l'Occident des instruments à compter. (Au ministère des Finances britannique, personne ne se sert plus de l' « échiquier ». Nous-mêmes, Français, avons du mal à comprendre comment compte Argan, dans la première scène du **Malade imaginaire** avec ses jetons et sa tablette à raies.)

Malgré la généralisation d'une certaine instruction, la Russie n'a pas **socialisé** les « quatre règles ».

Ceci contribue à expliquer le prestige que peut avoir, pour l'officier russe, le maniement des nombres, la mystérieuse **Arithmétika.**

J. PERA.

Pour une politique républicaine en Afrique du Nord

Le Comité directeur de « France-Maghreb » a adopté, le 4 mars, la résolution suivante :

Considérant que, depuis six mois, les faits n'ont cessé de montrer combien le Comité France-Maghreb a vu juste en stigmatisant la déposition du Sultan Mohammed V et en annonçant les conséquences de tous ordres qu'a eues ce coup de force,

Considérant d'autre part que les réformes récemment promulguée sen Tunisie, quels que puissent être leurs aspects positifs, ne répondent pas à l'évolution de ce pays...

Considérant enfin que, compte tenu de l'évolution qui se fait jour actuellement dans certains milieux de la métropole et d'Afrique du Nord, l'heure est venue de définir une politique nord-africaine qui soit en harmonie avec la conjoncture historique dans tous les pays sous tutelle...

Le Comité France-Maghreb confirme son dessein d'informer le public des problèmes posés, en Afrique du Nord, de définir les objectifs essentiels et immédiats qu'il entend par son action.

Il demande donc :

1) la reprise en main par le gouvernement de la République de l'ensemble de la politique nord-africaine, la subordination effective au gouvernement des administrations de contrôle de Rabat et de Tunis, la constitution à Paris, auprès de la précidence du Conseil, d'un organisme permanent, formé de techniciens et de spécialistes, chargé de coordonner la politique musulmane de la France ;

2) l'élaboration en Tunisie d'un programme de réformes devant aboutir, pour le peuple tunisien, au plein exercice des droits et des devoirs qu'implique la jouissance de l'autonomie interne ;

3) le renouvellement au Maroc du haut personnel de contrôle et d'autorité, la suppression de la terreur policière qui règne dans ce pays, la relaxation de tous les Marocains incarcérés, internés ou « éloignés » pour délit politique, la restauration sans équivoque de toutes les libertés fondamentales et le libre exercice du droit syndical pour tous les travailleurs marocains, l'étude, avec les véritables représentants du peuple marocain, des solutions qui permettront de définir les relations futures de la France et du Maroc.

Parmi nos LETTRES

Le réarmement de l'Allemagne

Un camarade allemand, Willy Fritzenkotter, nous écrit :

Dans la R.P. de mars, Louzon défend le réarmement allemand. Il préconise ce réarmement afin de mettre l'Allemagne sur un pied d'égalité avec les autres puissances européennes et afin que l'Allemagne puisse se défendre en cas de guerre.

Dans son ensemble, le peuple allemand considère qu'aucun pays ne le menace, sauf la Russie. Même son inimitié « héréditaire » contre la France a disparu après la première guerre mondiale durant laquelle il a appris à respecter les Français. Il fallut les nazis pour contraindre les soldats allemands à envahir la France durant la seconde guerre mondiale, car, sauf les nazis qui suivirent, comme de vrais fous leur « fuhrer », les Allemands ne voyaient pas de raison pour faire la guerre à la France. L'Allemagne a beaucoup appris durant cette dernière guerre et le militarisme n'y a plus la même cote qu'autrefois, celle-ci est plus basse qu'elle ne le fut jamais, de mémoire d'homme, mais il n'est qu'endormi et pas encore mort.

L'égalité que Louzon réclame pour l'Allemagne serait un terrible désastre pour le peuple allemand et, par-dessus tout, elle ne le préserverait pas de l'armée russe dans le cas d'une guerre. Je considère Louzon comme un antimilitariste, mais même un antimilitariste, qui fait des entorses à ses convictions en défendant le réarmement d'un peuple, doit d'abord se demander si ce réarmement sera de quelque utilité pour la défense de ce peuple. Pourquoi le peuple allemand réarmerait-il lorsque tout montre que les Puissances d'occupation, France, Angleterre et Amérique n'espèrent pas que l'Allemagne puisse être défendue dans le cas d'une attaque russe ? Tous les préparatifs qui sont faits en Allemagne par ces Puissances le sont en vue d'une retraite sur la rive gauche du Rhin, vers la Belgique et vers la France. Tous les ponts allemands sont minés pour qu'on puisse les faire sauter en cas d'attaque par l'armée russe, afin d'en ralentir l'avance et donner ainsi aux forces alliées une chance de retraite vers l'Ouest. De même tous les bureaux militaires importants ont été reculés du centre de l'Allemagne vers les frontières belge et française. L'Allemagne ne sera pas défendue si les Russes attaquent, au moins pas par les Puissances d'occupation, voilà qui est bien clair.

La sécurité de l'Allemagne ne sera donc pas améliorée par un réarmement, mais celui-ci peut accroître la sécurité des pays qui sont à l'Ouest de l'Allemagne. D'autre part, que l'Allemagne réarme ou non, elle sera, selon toute vraisemblance, le principal champ de bataille de la troisième guerre mondiale ; en conséquence, que l'Allemagne ait, ou non, une armée, il n'y a guère autre chose pour elle à attendre qu'une totale destruction.

Les bolcheviks ont concentré dans l'Europe de l'Est des forces si importantes — 25 divisions rien que dans la zone russe de l'Allemagne — que toute lutte contre eux de l'armée allemande sans l'aide des forces de l'O.T.A.N. serait sans espoir. Or, les forces de l'O.T.A.N. n'ont pas l'intention de défendre l'Allemagne, mais leurs propres pays. L'O.T.A.N. cherche des volontaires pour combattre pour elle et mourir pour elle.

Les Etats-Unis et l'Angleterre veulent, naturellement, le réarmement de l'Allemagne, et l'on en connaît bien, en Allemagne, la raison. Ces deux pays espèrent que les Allemands feront le gros du combat et en supporteront la plus grosse part. L'Angleterre a, en outre, une autre visée : elle compte que, grâce à son réarmement, l'Allemagne sera occupée chez elle avec les industries de guerre et qu'ainsi l'Angleterre n'aura pas tant à supporter sa concurrence sur le marché mondial.

Deux points dans la lettre de notre camarade :

1. Le réarmement allemand risque de ranimer le militarisme allemand.

— Peut-être ! Mais il faut se souvenir que ce militarisme exacerbé qu'était le nazisme est né, non d'un réarmement, mais, au contraire, d'une absence d'armement, — absence due à l'interdiction de réarmer faite à l'Allemagne par le traité de Versailles.

2. L'O.T.A.N. ne défendra pas l'Allemagne.

— Que telle soit l'intention du S.H.A.P.E. dans la conjoncture présente, c'est, en effet, bien probable, mais il n'est pas dit qu'une fois mises sur pied les divisions allemandes, l'état-major de l'O.T.A.N. n'estime pas qu'il dispose alors de forces suffisantes pour pouvoir défendre l'Elbe et non le Rhin.

— D'autre part, il ne faut pas confondre : défendre l'Allemagne et la défendre de l'invasion. Un pays peut être envahi et se défendre en dehors de ses frontières. Qu'on le veuille ou non, que cela soit inscrit ou non dans des traités ou dans les cœurs, l'Europe occidentale constitue aujourd'hui une même formation politique et militaire, du fait que le destin de chacune de ses parties est indissolublement lié à celui des autres. Contre le totalitarisme russe, la lutte de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France ne peut être que commune et le sort final de ces trois pays sera identique, quels que soient les territoires que leurs armées auront dû abandonner ou ceux sur lesquels elles auront pu résister. Durant la période 14-18, toute une partie de la population française avait vu son territoire envahi ; ce n'est pas cela qui l'empêchait de considérer qu'elle continuait à se défendre même si ses fils se battaient à 200 kilomètres à l'ouest de leurs foyers.

— Enfin, précisons bien que je ne dis pas que l'Allemagne **doit** réarmer, mais simplement qu'il faut lui donner le **droit** de réarmer. C'est uniquement au peuple allemand de décider, en toute liberté, s'il veut, ou non, réarmer — au peuple allemand... et non aux Français.

Signalons, par ailleurs, pour ceux de nos lecteurs que la question de la langue internationale intéresse, que la lettre que l'on vient de lire, bien qu'écrite par un Allemand écrivant d'Allemagne, a été traduite de l'anglais, car, spontanément, notre camarade nous a écrit en anglais plutôt qu'en allemand, jugeant sans doute que l'anglais était déjà une langue internationale, ainsi d'ailleurs que le font nombre de maisons de commerce qui s'écrivent d'un pays à l'autre en anglais bien que ni le pays receveur ni le pays expéditeur ne soient de langue anglaise. — **R. L.**

L'ALLEMAGNE ET LE POOL CHARBON-ACIER

Du même camarade, Willy Fritzenkotter, ces précisions — à propos des notes de Marceau Pivert — sur l'effet en Allemagne de la mise en application du « plan Schuman » :

La Communauté européenne du charbon et de l'acier a eu comme conséquence en Allemagne d'y élever le coût de la vie. La Communauté y a, en effet, augmenté de 25 % le prix du charbon depuis le 1er avril 1954. En outre, un certain nombre de mineurs ont été débauchés et sont maintenant sans travail. Aussi les travailleurs et la population d'Allemagne désireraient-ils que cette Communauté n'ait jamais vu le jour.

Notes d'Economie et de Politique

BLUFFE-T-IL ?

Au moment où j'écris, au second jour de la conférence de Genève, la situation est si fluide qu'il est difficile de poser autre chose que des points d'interrogation.

Avant-hier, c'était Eden qui retournait précipitamment à Londres et Churchill qui convoquait dare-dare, en ce jour de repos dominical, deux conseils de cabinet successifs ; hier, c'était Radford, le chef d'état-major américain, qui quittait non moins précipitamment Paris pour retourner à Washington après un arrêt à Londres où il conférait avec les chefs d'état-major britanniques, cependant qu'Eisenhower proclamait prudhommesquement mais solennellement que « l'heure des résolutions viriles avait sonné ».

Et personne ne cachait que tout ce bruit de bottes et de sabres se rapportait à une intervention probable et prochaine de l'armée américaine en Indochine.

N'est-ce là que du bluff ?

Le mot « bluff » est, je crois bien, un mot américain et il se peut que ce parfait Américain qu'est Dulles agite le spectre de la « puissance américaine » prête à être jetée dans la bataille, pour tout simplement renforcer dans les pourparlers de paix, auxquels donnera lieu la conférence de Genève, la position d'une France qui, après sept ans de revers ininterrompus, en Indochine, s'y voit à la veille d'une défaite militaire retentissante.

Mais il se peut aussi que ce ne soit pas du bluff, ou plutôt que Dulles soit pris à son propre jeu et que, l'adversaire ne cédant pas devant la menace, celle-ci doive être mise à exécution.

Alors, c'est la guerre de l'Asie contre l'Europe (dont fait partie, bien entendu, l'Amérique) qui s'ouvre.

La liquidation pacifique du colonialisme, qui avait si bien débuté avec l'abandon de l'Inde par les Anglais, sera, en effet, complètement remise en question par l'intervention américaine en Indochine. Car qu'on ne se laisse pas abuser par le paravent d'anticommunisme que les « propagandes » essaient de dresser. Ce dont il s'agit, en réalité, n'est autre que la remise en tutelle de l'Asie par l'Europe, le rétablissement de la domination blanche sur l'Extrême-Orient et, par contre-coup, sur le Moyen-Orient.

Oh ! certes, le mot « colonie » disparaîtra du vocabulaire. On ne parlera plus que d'Etats « indépendants », mais ces Etats « indépendants » seront des Etats « satellites », tout comme le sont la Bulgarie, la Pologne ou la Roumanie. Un peuple qui ne peut pas librement choisir son régime, un peuple qui doit subir un gouvernement qui lui est imposé de l'extérieur par la force, quelle que soit l'indépendance dont on prétende gratifier ce gouvernement, n'est pas un peuple indépendant, mais un peuple esclave. Aussi esclave que l'étaient les peuples de l'Europe occidentale sous le régime des Quisling, aussi esclave que le sont ceux de l'au delà du rideau de fer sous le régime des délégués de Moscou.

Ce n'est pas l'une des moindres ironies du temps présent — et des plus grandes faiblesses du monde libre — que de voir les professionnels de l'anticommunisme, les défenseurs patentés de la liberté, copier purement et simplement les procédés des communistes : prétendre faire de l'Asie ce qu'ils reprochent au Kremlin d'avoir fait de la moitié de l'Europe.

L'ASIE CONTRE L'EUROPE

Mais l'Asie se laissera-t-elle faire ?

L'Asie n'est plus l'Asie du XVIIIe et du XIXe siècle. L'Asie, réveillée précisément par la domination européenne et la civilisation européenne, est maintenant en plein essor, en pleine vigueur, pleine de foi dans son courage et dans sa destinée, en un mot en pleine révolution. Le Japon s'est incliné il y a dix ans devant la bombe à l'uranium et au plutonium, la Chine ne s'inclinera pas aujourd'hui, même devant la bombe à hydrogène.

Ce sera le heurt entre deux continents, l'un qui profite encore de sa lancée, qui jouit des avantages de son acquit, et l'autre qui possède cette arme incomparable : la foi et l'ardeur de la jeunesse. Heurt dont il est impossible de prévoir la durée et les péripéties, mais qui décidera de l'avenir du monde.

J'ai souvent et depuis longtemps, depuis bien avant la dernière guerre, attiré l'attention sur ce point qu'au-dessus des conflits secondaires du genre des conflits intra-européens qui amenèrent les deux dernières guerres, le vrai conflit, la grande bataille qui domine notre époque, est celui qui a trait à la domination du monde et que ce conflit se réglerait entre trois partenaires : l'Amérique, la Russie et l'Extrême-Orient.

Cependant, on pouvait croire jusqu'à présent que la chose se passerait plus ou moins en deux temps : dans une première phase, Amérique et Russie se heurteraient, et le vainqueur, dans une seconde phase, aurait affaire avec l'Asie.

Or il semble bien aujourd'hui que, d'une part le déchaînement des appétits américains à l'égard de la Chine, et, d'autre part, la rapidité avec laquelle Pékin a construit sa puissance militaire, puissance dont la guerre de Corée a été la manifestation éclatante, risquent de modifier cette succession des événements.

Dès maintenant l'on a, en effet, l'impression que ce n'est plus la Russie qui apparaît à l'Amérique comme l'ennemie N° 1, mais bien la Chine. Les perspectives ne sont plus celles d'un conflit entre l'Amérique et la Russie soutenue par la Chine, mais bien plutôt celles d'un conflit entre l'Amérique et la Chine soutenue par la Russie.

Du fait qu'elle devient l'adversaire N° 1, que c'est contre elle qu'est dirigée la pointe de la lance, une victoire remportée par la Chine, même de compte à demi avec la Russie, serait *sa* victoire. L'Asie émergerait ainsi, bien plus tôt qu'on n'aurait pu l'imaginer il y a seulement quelques années, comme la première candidate à l'empire du monde.

AVEC LES MAINS NUES

Mais, dira-t-on, à quoi bon envisager l'éventualité, même à l'état de simple hypothèse, d'une victoire de l'Asie ? La guerre, aujourd'hui, est

une affaire de pure technique et les Blancs disposent sur les Jaunes d'une supériorité technique considérable qui ne peut que leur assurer la victoire, une victoire aussi facile que certaine.

Voire !

Les Français n'ont pas cessé depuis sept ans de disposer d'une supériorité d'armement considérable sur le Viet Minh, d'être seuls à avoir des tanks et des avions, et, cependant, ils n'ont pas cessé de reculer depuis sept ans devant les Annamites qui n'avaient ni tanks ni avions et même à peu près pas d'artillerie.

Restent évidemment les grandes armes, celles qui détruisent tout, sans rémission, les bombes atomiques, celles où se disloquent les atomes lourds et celles où s'unissent les atomes légers. Et il est bien certain que pour répondre aux désirs du très catholique Mac Carthy et de ses confrères réformés non moins confits en charité évangélique, Eisenhower peut, demain, faire raser et Pékin et Canton et Moukden et Shanghaï et tout ce qu'il voudra, par le moyen tout juste de quelques gros avions porteurs de bombes à hydrogène.

Mais cela décidera-t-il de l'issue de la guerre ?

La bombe d'Hiroshima doublée de celle de Nagasaki fut un impératif catégorique auquel il était impossible de se soustraire car seule l'Amérique détenait alors des bombes atomiques. Tant qu'une supériorité technique aussi considérable est le monopole d'une seule puissance, elle constitue l'*ultima ratio* devant laquelle qui que ce soit est obligé de s'incliner ; l'Etat qui en jouit peut soumettre quiconque à sa volonté.

Seulement, aujourd'hui, ce monopole n'existe plus. Trois Etats (Etats-Unis, Russie et Angleterre) ont construit des bombes atomiques, et deux d'entre eux des bombes à hydrogène.

Dès lors, à moins que la guerre n'éclate à un moment où l'un des belligérants dispose d'une supériorité considérable dans les moyens de porter jusqu'au but les engins atomiques — ce qui est peu probable car le pays infériorisé ferait tout, dans ce cas, pour éviter la guerre — et qu'en conséquence la guerre puisse se terminer avant que l'adversaire ait été à même de riposter, il faut s'attendre à une destruction massive et quasi totale de toutes les usines d'armement du monde, de sorte que, ainsi qu'on le faisait récemment remarquer et ainsi que Wells l'avait déjà esquissé, il y a une vingtaine d'années, dans son film sur les hommes en guerre, la guerre ne pourra se poursuivre qu'avec les armements les plus primitifs, presque « à mains nues ».

Or il va sans dire que dans de telles conditions, l'Asie, et en particulier la Chine, jouirait d'une supériorité considérable sur l'Europe même doublée de l'Amérique. La supériorité du nombre d'abord : de quatre à cinq cent millions de Chinois, trois cent millions d'Hindous, cent millions d'Indonésiens, cent millions de Japonais, etc. Ensuite, la supériorité dans l'ingéniosité et dans la résistance physique.

Voyez Dien-Bien-Phu ! Il y a là, d'un côté, des soldats appartenant à trois des peuples les plus guerriers de la race blanche : Berbères, Allemands, Français. De ces peuples guerriers c'est une sélection des plus guerriers d'entre eux qui combat là, puisque ce sont tous pratiquement des volontaires, donc des hommes pour qui risquer la vie est peu de chose, moins qu'une haute paie ! Ces soldats, d'autre part, jouissent d'un avantage technique inestimable : ils sont seuls à disposer d'une aviation ; ce sont les premiers assiégés de l'histoire qui peuvent être régulièrement ravitaillés, ravitaillés par avions.

De l'autre côté, des Jaunes qui, il y a à peine quelque temps, ignoraient tout de la guerre moderne. Mais ces Jaunes sont nombreux, ces Jaunes déploient un esprit de sacrifice qui en laisse pantois nos valeureux guerriers, et ils conduisent leur siège avec une méthode, une habileté, une patiente continuité qui n'ont été, il me semble, que rarement égalées.

Le siège de Dien-Bien-Phu apparaît un peu comme l'image en petit de ce que seront en grand les phases terminales du conflit Europe-Asie.

Le jour où l'hydrogène russe et l'hydrogène américain se seront respectivement neutralisés, qu'il n'y aura plus de deutérium disponible de par le monde, souvenez-vous — si vous y êtes encore ! — de Dien-Bien-Phu !

L'APPARITION DES CLASSES DANS LA REVOLUTION EGYPTIENNE

Bien qu'ils soient déjà vieux d'un mois et qu'avec la succession rapide des nouvelles sensationnelles, ce qui date d'un mois paraît déjà remonter à un lointain passé, nous ne pouvons laisser sous silence les événements qui ont ramené Nacer au pouvoir en Egypte dans les derniers jours de mars.

On se rappelle le déroulement des faits :

Le 25 février dernier, le Conseil de la Révolution éliminait Neguib. Mais Neguib, c'était la Révolution, c'était en tout cas le personnage le plus représentatif de la Révolution, celui qui jusque-là aux yeux de tous avait incarné la Révolution. D'où une immense émotion dans tout le pays, jusqu'au Soudan et même dans certains cercles de l'armée, si bien que presque aussitôt le Conseil de la Révolution dut réintégrer Neguib et que celui-ci reprit peu à peu tous ses pouvoirs.

Mais voilà qu'on annonce maintenant qu'il y aura prochainement des élections pour une assemblée constituante, auxquelles tous les anciens partis et les hommes de Farouk pourront participer, que, dès le jour où cette assemblée se réunira, le Conseil de la Révolution sera dissous et que, pour joindre les actes aux paroles, tous les politiciens véreux de l'ancien régime ont été mis en liberté et rétablis dans leurs droits. En même temps, la pointe avancée de ceux qui soutiennent Neguib réclame la disparition immédiate du Conseil de la Révolution et le départ non moins immédiat de tous les ministres révolutionnaires.

Mais alors ! Neguib ce n'est plus la Révolution ? C'est la Restauration. Et voici, en conséquence, que de nouveau l'Egypte s'émeut, mais cette fois les manifestations se produisent dans les deux sens : pour et contre Neguib.

Or — et c'est là le fait essentiel — cette division des manifestants se produit, pour la première fois dans l'histoire de l'Egypte, selon, strictement, la ligne de démarcation des classes.

D'un côté, pour Neguib, pour la fin de la Révolution, pour la restauration du régime Farouk, si ce n'est même de Farouk lui-même : les étudiants, les avocats, les « communistes », c'est-à-dire les représentants les plus authentiques de toutes les fractions de la bourgeoisie, celle d'hier et celle de demain.

De l'autre, pour Nacer et pour la continuation de la Révolution : le prolétariat représenté par ses organes de classe, les syndicats.

Ce prolétariat entre dans la lutte avec son arme spécifique, son arme de classe : la grève. Grève des transports publics d'abord, grève générale ensuite. La première grève générale qui se soit produite en Egypte.

L'effet de cette démonstration de force est aussi immédiat que le fut la grève générale du prolétariat allemand dans les années 20, lors du coup d'Etat de Kapp. En moins de 48 heures, Neguib s'avouait vaincu et le Conseil de la Révolution annulait les mesures de restauration qui lui avaient été arrachées.

Fait encore plus significatif : tandis que la grève générale battait son plein, les syndicats qui l'avaient ordonnée demandaient qu'un Conseil ouvrier issu d'eux partage le pouvoir avec le Conseil de la Révolution.

Ainsi, pour la première fois, le prolétariat égyptien est intervenu dans les luttes politiques de son pays comme une force autonome et distincte, en opposition tranchée avec les forces bourgeoises. Les journées de mars 54 marquent l'avènement du prolétariat égyptien en tant que classe.

Quelles seront les suites de ce grand fait ?

Est-il le début d'un intense développement de la conscience de classe et de la « capacité politique » de la classe ouvrière égyptienne, ou faudra-t-il encore une longue période de sommeil et de gestation pour qu'un nouveau pas en avant puisse se faire ? Je l'ignore. Mais tout avènement d'un prolétariat à la vie politique, c'est-à-dire à la lutte de classes, est un événement considérable. C'est l'aurore et le gage d'un monde nouveau.

R. LOUZON.

Pour une action efficace faut-il faire l'action commune avec la C.G.T. ?

Le « Courrier syndical » a bien voulu publier dans son nº 8 mon article « Pour l'Action », en opposition avec son orientation. Tout en remerciant le « Courrier » de cette insertion, j'ai été obligé, à mon grand regret, de rompre avec cet organe qui m'avait fait espérer, à ses débuts, être un agent actif du regroupement des minoritaires de Force Ouvrière et, partant, du redressement de notre centrale.

Mon point de vue est que les révolutionnaires groupés autour du « Courrier », étant donnée leur orientation actuelle, s'interdisent de jouer un tel rôle ; que dans ces conditions, ainsi que je l'écrivais à Guy Thorel, « ils porteront eux aussi la responsabilité de l'échec de F.O. dans la voie du redressement du syndicalisme face au capitalisme et partageront avec nos bonzes timorés la responsabilité du triomphe du stalinisme ».

Je terminais en lui disant : « Il est vraisemblable que le prochain congrès (de F.O.) nous donnera encore des leçons. Il est à se demander si elles nous serviront puisque nous ne pouvons même pas tirer les leçons du dernier. Espérons tout de même que quelques expériences cuisantes répétées finiront par nous ouvrir les yeux. Souhaitons que nous n'attendions pas les camps de concentration soviétiques ou le triomphe d'une autre technocratie, étrangère ou indigène, pour les ouvrir. »

C'est une chose d'affirmer, c'en est une autre d'expliquer. Donc expliquons-nous.

I. — LE DERNIER CONGRES FORCE OUVRIERE

Et d'abord : 1) La direction F.O.

La direction F.O. se montrait incapable de promouvoir une action autonome de la classe ouvrière. Tremblant de peur d'être débordée par les « communistes », ou plus vraisemblablement manquant de confiance en la classe ouvrière, sous le prétexte de ne pas faire le jeu des staliniens, elle en était réduite à chercher des succédanés à la lutte de la classe ouvrière. C'est dans un tel état d'esprit qu'elle acceptait l'arrosage de la presse syndicale par le BEDES patronal et qu'elle participait à l'officine de collaboration de classes « le Comité pour la Productivité ».

Le regroupement du syndicalisme libre était bien prôné en paroles, mais on comprend qu'une direction avec une orientation aussi « dynamique » pouvait difficilement s'engager sérieusement dans une telle voie.

Je crois bien que c'est Lafond qui déclarait : « Je préfère être second dans Rome que premier dans mon village ». Mais il reste premier dans son village et il n'est pas devenu second dans Rome. Pour accepter d'être « second dans Rome » il aurait peut-être fallu avoir comme objectif d'y être le premier. Mais avec une telle orientation on ne pouvait espérer que d'y être le dernier, si ce n'est d'en être éjecté. C'est peut-être pourquoi nous ne sommes toujours pas dans Rome, c'est peut-être pourquoi le regroupement du syndicalisme libre en est au point mort.

2) Le dernier congrès

Une telle situation ne pouvait manquer de provoquer des remous au dernier congrès. Et elle en provoqua. La direction fut battue sur ses propres positions : « Bedes » et « Productivisme » par une majorité de « minoritaires », sans cohésion, sans liens, mais qui se retrouvaient pour condamner la participation aux officines de collaboration de classe, pour une maison propre capable d'inspirer confiance aux travailleurs, pour lutter contre la misère, pour poser les problèmes intéressant le monde ouvrier et les résoudre dans la mesure de nos forces. Les divergences entre ces divers minoritaires s'accusaient vraisemblablement quant **aux méthodes** à employer. Il était normal qu'il en fût ainsi (l'incapacité de la direction à promouvoir une action ouvrière conduisait les minoritaires à rechercher des tactiques pour aboutir à ce but).

Et si Bothereau avait en partie raison de dire : « Il y a des minoritaires, il n'y a pas de minorité », il aurait été plus exact de dire : « Il y a une majorité de « minoritaires » sans cohésion, ce qui nous permet à nous direction minoritaire qui avons comme principe commun le manque d'initiative quant aux luttes ouvrières, de nous maintenir à la tête de la Confédération.

Et la direction, couarde, battue sur ses propres positions, se maintint en effet grâce au manque de cohésion de la majorité.

C'est à mon sens ce manque de cohésion qui a fait d'un Le Bourre un prisonnier de cette direction au lieu d'en faire un élément d'une direction d'action.

II. — LES LEÇONS DU CONGRES

Les leçons du dernier congrès étaient, en principe, faciles à tirer. Il était indispensable de rassembler la majorité. Des tentatives furent faites. Le « Courrier syndical » apparaissait comme le courant capable de souder autour de lui cette majorité ou tout au moins une importante minorité capable de regrouper autour d'elle la majorité de « minoritaires ». Mais le poids de l'inaction confédérale continuait à se faire sentir. La direction essayait de trouver un nouveau succédané à la lutte ouvrière. Au rassemblement des syndicalistes libres elle substituait l'alliance avec la C.G.A. et l'U.N.A.F., baptisées pour la circonstance « organisations ouvrières ».

Une telle attitude allait renforcer chez les minoritaires les tendances centrifuges. Au lieu de centrer l'action sur le redressement de F.O., le « Courrier syndical » en arrivait à devenir le « partisan de l'action commune » (C.G.T. comprise). Cette position semble se justifier par le fait que la plus grande partie des travailleurs organisés se trouve dans la C.G.T.

Ce que nous cherchons tous dans le fond c'est de réaliser notre jonction avec eux sans pour autant faire le jeu du stalinisme.

Or la position du « Courrier » m'apparaît, quel que soit le désir des camarades, comme devant faire le jeu du stalinisme.

Pour y voir clair il est indispensable de revenir aux principes de la lutte des classes et, en fonction de ces principes, voir ce qu'est la C.G.T.

III. — NECESSITE DE LA LUTTE DE CLASSES

Les travailleurs sont exploités par le capitalisme. Pour se défendre contre cette exploitation ils sont obligés de s'organiser, de lutter sans cesse. Les travailleurs ne se syndiquent pas par doctrine, mais pour défendre leurs intérêts immédiats, pour se garantir contre l'arbitraire. C'est au travers de cette lutte qu'ils prennent une conscience de classe et qu'ils s'orientent vers la lutte émancipatrice, c'est-à-dire qu'ils songent à quitter le terrain de la défense pour celui de l'attaque. C'est cette lutte autonome, continuelle, de la classe ouvrière qui est le fondement des libertés. Quand cette lutte maintient un régime démocratique, ce régime est évidemment obligé de tolérer cette lutte. Quand la classe ouvrière est écrasée, il n'y a plus de lutte et c'est la fin des libertés : c'est le cas des systèmes fascistes. Quand la classe ouvrière elle-même arrête la lutte, c'est également la fin des libertés : c'est le cas de l'U.R.S.S., et il sera d'autant plus dur pour les exploités de se dresser contre leurs terribles néo-exploiteurs.

IV. — QU'EST-CE QUE LA C.G.T. ?

Elle constitue un courant important **dans** la classe ouvrière. Elle ne saurait pour autant être considérée comme un courant **de** la classe ouvrière (1). S'il suffisait du critère du grand nombre de travailleurs groupés dans la C.G.T. pour considérer cette organisation comme ouvrière, il aurait fallu à ce compte considérer comme ouvriers les Syndicats hitlériens.

Le fait que nombre d'adhérents de la C.G.T. sont des non-staliniens (et même des non-communistes) ne peut suffire à la faire considérer comme un courant ouvrier.

Il faudrait un certain nombre de colonnes de la **R.P.** pour étudier la C.G.T. Contentons-nous pour aujourd'hui de poser ces deux questions :

1. Qu'est-ce que ce courant ouvrier qui est capable de passer de la collaboration de classes la plus outrancière que n'aurait jamais osé préconiser le plus droitier des réformistes (produire d'abord... la grève, arme des trusts...) au sabotage organisé des instruments de travail en passant par le cassage de gueule de ceux qui ne sont pas d'accord pour modifier leur tactique selon les besoins de la diplomatie russe ?

2. Où est dans la C.G.T. la tendance, organisée nationalement, contre la dictature du P.C. et du Kominform, contre l'exploitation et l'esclavage des travailleurs dans l'impérialisme soviétique ?

Il n'en reste pas moins que nombre de travailleurs suivent la C.G.T., aux ordres du stalinisme, ennemi nº 1 du prolétariat. **C'est que le stalinisme constitue la seule force existant réellement contre le capitalisme,** ennemi fondamental des travailleurs.

V. — NECESSITE DE CREER UNE FORCE OUVRIERE

Nos bonzes timorés nous expliquent que c'est le capitalisme qui, en étant l'auteur de la misère ouvrière, est le meilleur fourrier du stalinisme. D'accord avec eux pour dénoncer la responsabilité du capitalisme en cette affaire. Mais que tirent-ils comme conclusion ? Ils essayent de lui faire comprendre que s'il veut sauver les liberté (donc s'il veut aider à l'émancipation ouvrière !) il doit faire cesser cette misère. Ils pleurnichent (ou font la grosse voix), suppliant qu'on les comprenne. Et le gouvernement ne veut pas comprendre. De là à instituer des cours de formation, d'éducation, pour « capitalistes incompréhensifs » il n'y a qu'un pas. **Et pendant ce temps la misère continue.** Et le stalinisme continue à exploiter cette misère et à mystifier les travailleurs. Et nous, F.O., continuons à geindre. Comprendrons-nous enfin que ce n'est pas en gémissant que nous inspirerons confiance aux travailleurs, que par notre manque d'initiative, de combattivité, **nous faisons nous aussi le jeu du stalinisme ?**

Car enfin si le capitalisme fait le jeu du stalinisme en plongeant la classe ouvrière dans la misère, notre jeu est tout tracé. Il faut lutter contre le capitalisme pour supprimer la misère. Le capitalisme ne comprend qu'un langage, celui de la force. Il faut donc créer une force ouvrière.

VI. — MAIS COMMENT ?

La première étape semble être de promouvoir une action commune des différentes centrales syndicales.

Si l'on pense que la C.G.T. constitue une tendance, un courant (gauche ou pas gauche) **de** la classe ouvrière, alors il est normal de songer à mener avec elle comme avec les autres centrales une action commune et **la position du « Courrier syndical » se justifie.**

Si les camarades du « Courrier » ont la même opinion que nous de la C.G.T., alors **leur position ne se justifie plus, c'est le moins qu'on puisse dire.**

En préconisant une action syndicale commune avec cet organisme de mystification ouvrière, ils aident à la mystification ; mieux ils apportent à la direction stalinienne une arme supplémentaire pour empêcher la formation dans la C.G.T. de tendances démocratiques, de tendances ouvrières.

Si je comprends bien mes camarades du « Courrier » il n'y a pour eux que deux issues possibles : ou suivre les bonzes timorés de la direction F.O., tremblant de peur devant l'action ouvrière, ou

(1) Max Shartman, dans Confrontation Internationale, « Le Stalinisme est-il la gauche du mouvement ouvrier ? »

passer par-dessus (ou plutôt à côté) et faire céder le capitalisme en s'entendant si besoin est (et besoin est selon eux) avec les exploiteurs de la misère ouvrière, la cinquième colonne (à forme syndicale) de l'impérialisme stalinien.

Et l'inaction confédérale les conduit à opter pour la deuxième issue. La sainte trouille de nos dirigeants confédéraux devant la lutte ouvrière anticapitaliste conduit les camarades du « Courrier » au suicide (ils veulent « utiliser » dans notre lutte anticapitaliste la C.G.T. stalinienne. Il est plus vraisemblable que ce sont eux qui seront « utilisés » par les staliniens).

Au suicide, car ils donnent des armes aux staliniens, ennemi n° 1 du prolétariat.

Au suicide, car ils donnent des armes aux minoritaires « timorés » qui ne veulent faire à l'intérieur de F.O. qu'une opposition de façade.

Au suicide, car ils donnent des armes à la direction capitularde de F.O.

Et tout ça parce que Guy Thorel et ses amis oublient tout simplement les leçons du dernier congrès.

VII. — UNE ISSUE D'ESPOIR

Si la majorité F.O. est capable de comprendre que son commun dénominateur c'est pour l'action contre la misère, pour l'action contre le gouvernement, pour que notre Confédération prenne l'initiative des luttes ouvrières au lieu de la laisser à la C.G.T., elle sera capable de balayer au prochain congrès la direction minoritaire couarde, elle sera capable de mettre à sa place une direction de lutte (2).

Par sa lutte anticapitaliste, une telle direction obligera au nécessaire rassemblement du syndicalisme libre. Elle trouvera des alliés dans la C.F.T.C. (« Reconstruction »), dans la C.N.T., chez les Autonomes, chez les Indépendants.

Alors l'unité ouvrière sera en marche, car l'existence d'une telle force anticapitaliste redonnera l'espoir aux travailleurs, leur permettra d'arracher des avantages au capitalisme, favorisera l'éclosion de tendances ouvrières au sein de la C.G.T. qui ne pourront faire autrement que d'être nos alliés, et balaiera le stalinisme, exploiteur de la misère ouvrière. Voilà la troisième issue à laquelle le « Courrier » n'a pas pensé. Voilà la voie dans laquelle j'ai pu croire, à son début, qu'il s'engageait. Je le dis en toute amitié à Guy Thorel : Mon plus grand désir est que vous redressiez à temps votre orientation. Votre défection dans la lutte pour le redressement de F.O. peut être lourde de conséquences.

Quoi qu'il en soit, il importe que chaque militant, chaque syndiqué F.O. sente qu'il dépend de lui que Force Ouvrière mérite son nom. Qu'à la base chaque section F.O. soit armée dans le sens de la lutte ouvrière pour les revendications, **la lutte pour les salaires.** Que chaque section F.O. soit à l'initiative des luttes, sans mener d'action commune avec le stalinisme (bien qu'il puisse y avoir des actions parallèles), c'est la voie de l'espoir pour les travailleurs, c'est la voie du redressement de F.O. au prochain congrès, c'est la voie de l'unité de lutte des travailleurs.

Lyon, le 12 avril 1954.

Félix RIVIERE,
Syndiqué F.O.,
Hospices civils de Lyon.

(2) Ainsi que je l'écrivais dans le n° 8 du « Courrier Syndical » : « Une telle C.G.T.F.O., tout en affirmant son opposition totale à toute action commune avec le stalinisme, devra laisser aux camarades des sections, des unions, voire des fédérations, la possibilité de faire leurs expériences, qu'ils soient pour l'action commune ou pour l'unité d'action. »

PETITES NOTES

LA PAIX SOCIALE

C'est le titre du leader de l'organe de la Confédération des petites et moyennes entreprises, la confédération condamnée à freiner à la fois le progrès économique et le progrès social pour défendre les dizaines de milliers de producteurs ou artisans marginaux qui vivent de la protection de l'Etat ou de leur syndicat.

Ces messieurs ont constaté avec une grande joie l'échec de la grève du 28 avril et ils essaient de l'expliquer, d'une façon originale. Ils se reportent au sondage organisé par l'I.N.S.E.E. auprès des auditeurs de la radio. Il s'agissait de dire si on voulait plus ou moins ou autant de symphonies, opéras, opérettes, chansons, danses, théâtre... poésie... Or l'I.N.S.E.E. a constaté « qu'il y a très peu de différence entre les goûts des manœuvres et des intellectuels » — qu'ils « préfèrent de beaucoup les chansons aux poésies ». C'en est assez pour permettre aux porte-parole des petites et moyennes entreprises de conclure qu'il existe « une unité profonde de la France », qu'il n'y a pas de séparation de classes, mais des groupes sociaux très proches et qui s'interpénètrent.

Voilà la raison profonde de l'échec d'un mouvement lancé par une C.G.T. se réclamant de la lutte des classes et la justification de la confiance en l'avenir de ces messieurs.

DE L'USAGE DES CHAUSSURES

A l'époque où un ouvrier ne gagnait guère plus d'un franc par jour (un mineur de St-Etienne touchait 20 sols à l'intérieur et 14 ou 15 sols à l'extérieur, à la veille de la Révolution), en 1790 ; une paire de souliers de bonne qualité était taxée 7 livres 10 sous.

En 1830, on fabriquait en France 45 millions de paires de chaussures, 70 millions en 1860, et près de 100 millions en 1953, dont la moitié de pantoufles-sandales et articles dérivés.

En 1954, la France occuperait le cinquième rang dans la production des chaussures : Etats-Unis, 520 millions ; Grande-Bretagne, 110 millions ; Union Soviétique, 107 millions ; Allemagne occidentale, 73 millions.

APRES LA GREVE

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, elle a échoué, en général. Les mineurs, les dockers, le gaz ont débrayé en majorité, mais les métallos ont boudé, à Paris. En province, une forte proportion de grévistes est signalée dans les centres métallurgiques où l'unité d'action s'était réalisée : la Loire et la Loire-Inférieure notamment.

Le mouvement ne venait pas à son heure et, lancé par la C.G.T., il ne pouvait réaliser l'unanimité, même avec l'appui de la C.F.T.C. Une C.F.T.C. qui ne veut jamais rester en arrière pour l'action, voilà un fait nouveau. C'est là l'un des résultats de la tenace agitation des chrétiens décidés à appuyer les staliniens pour pouvoir atteindre les ouvriers ; ces jeunes sont plus influents qu'on pourrait le croire, car, avec une parfaite cohésion, ils influencent de nombreuses organisations, non seulement dans la C.F.T.C., mais à F.O. ; et les syndicats autonomes de l'enseignement ne vont pas tarder de les voir à l'œuvre ouvertement. C'est le fait marquant de l'action syndicale en ce moment. On a pu le constater le 1er Mai où de nombreux cas d'unité d'action, même sans exclure les mots d'ordre politiques, ont été réalisés grâce à ces éléments.

LÉON JOUHAUX

Léon Jouhaux a tenu une trop grande place dans le mouvement ouvrier pour que nous ne rappelions pas dans cette revue — qui lui marqua souvent son désaccord — les principales étapes de sa longue activité.

Léon Jouhaux est né à Paris en 1879. Fils d'un ouvrier municipal et petit-fils d'un insurgé de 1848. Après le certificat d'études, il fait trois ans de cours complémentaire ; il désirait continuer ses études pour devenir ingénieur. Le décès de son père l'obligea de quitter l'école pour aider sa famille à vivre ; il entra à la manufacture d'allumettes d'Aubervilliers.

En 1906, mandat lui est donné par la Bourse du Travail d'Angers de la représenter au sein de la section des Bourses du travail de la C.G.T.

En 1909, il est élu secrétaire général de la C.G.T., fonction qu'il remplit sans interruption jusqu'à la scission syndicale de décembre 1947.

Le congrès constitutif de la C.G.T.-F.O., avril 1948, l'élit président.

Pendant ces quarante-cinq ans que d'événements se sont déroulés ! Quels drames !

Deux guerres mondiales, Révolution russe, fascisme en Italie, hitlérisme en Allemagne, fascisme en Espagne, pacte germano-russe, trois scissions syndicales en France.

Antérieurement à la guerre 1914-1918, la C.G.T. menait une énergique action syndicaliste révolutionnaire, appliquant ainsi la Charte d'Amiens.

Les syndicats ne groupaient qu'une minorité de travailleurs, mais c'étaient généralement des militants actifs qui entraînaient les inorganisés dans l'action.

La conférence extraordinaire des Bourses et Fédérations, qui eut lieu à Paris le 1er octobre 1911, vota la résolution suivante :

« A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale ».

En août 1914, était-il possible à la C.G.T. d'appliquer cette résolution ? Sûrement non.

A Paris, dès le deuxième jour de la mobilisation, une vague de nationalisme déferle, qui envahit tout le pays et qui va crescendo. Elle atteint aussi des militants du Comité confédéral de la C.G.T.

Le lendemain des obsèques de Jaurès, 5 août 1914, des affiches placardées sur les murs de Paris annoncent la création d'un Comité de secours national avec la liste de ses membres, dont Léon Jouhaux. C'est l'Union sacrée.

La C.G.T. n'avait pu empêcher la guerre, mais ce n'était pas une raison d'apporter son concours au gouvernement.

Les divergences s'aggravent. Au Comité confédéral de novembre 1914, le secrétaire général donne lecture d'une invitation à assister à une conférence des socialistes des pays neutres, organisée par les socialistes scandinaves, dont Branting était le leader, qui devait se tenir les 6 et 7 décembre 1914 à Copenhague. Léon Jouhaux propose de passer à l'ordre du jour.

Monatte émet l'avis que le Comité confédéral devait faire une réponse à l'invitation des socialistes scandinaves. Si on ne peut envoyer de délégué, on peut, par lettre, exprimer sa sympathie pour cette initiative et en souhaiter le succès.

La discussion se poursuit à une séance du 6 décembre, où la Fédération des métaux présente une résolution exprimant un point de vue analogue à celui émis par Monatte.

Le Comité confédéral se prononce à la majorité contre toute réponse.

A la suite de cette décision, Monatte donne sa démission du Comité confédéral où il représentait les Unions départementales des syndicats du Gard et du Rhône. La lettre de démission est adressée aux membres du Comité confédéral et aux Unions départementales. Monatte qui était auxiliaire est mobilisé quelques mois après et envoyé au front, où il resta jusqu'à la fin de la guerre.

Les militants restés fidèles au syndicalisme révolutionnaire se sont groupés autour de Merrheim, secrétaire général de la Fédération des métaux. Ce camarade avait étudié très sérieusement les luttes économiques entre différents pays, il avait prévu cette guerre et défini les causes : duel économique anglo-allemand et rivalité germano-slave.

Les divergences entre les deux tendances du mouvement syndical continuent pendant toute la durée du conflit.

Après la guerre, les divergences se sont accrues, ce qui aboutit à la néfaste scission syndicale de 1922.

Il a été écrit que la scission a été voulue par le parti communiste. Ce n'est pas exact. A ce moment-là j'étais membre du parti communiste, 300 camarades de mon syndicat (Gaz de banlieue) constituaient un syndicat adhérent à la C.G.T.U. et me désignaient comme secrétaire. Je n'ai pas accepté et leur ai même demandé de le dissoudre et de revenir au syndicat confédéré ; ce qu'ils ont fait. Le P.C. ne m'a fait aucune observation.

Lors de l'avènement du fascisme italien, Léon Jouhaux l'a combattu de son mieux.

Quand, en 1933, Hitler est nommé chancelier du Reich, Léon Jouhaux a très bien compris la gravité de la situation. C'était non seulement pour les travailleurs allemands l'emprisonnement de leurs meilleurs militants, la perte de la liberté pour tous, la dissolution des organisations politiques et syndicales, c'était aussi faire naître des espérances parmi les réactionnaires de tous les pays. Cela pouvait être aussi la guerre. Il s'attache à le faire comprendre aux travailleurs.

Un an après la prise du pouvoir par l'hitlérisme en Allemagne, nos ultra-réactionnaires tentaient, le 6 février 1934, en organisant la manifestation des Champs-Elysées et de la Concorde, de s'emparer du gouvernement.

Devant cette grave situation, Léon Jouhaux a pris l'attitude qui convenait en lançant le mot d'ordre de grève générale pour le 12 février. La C.G.T.U. s'y rallia.

La grève était totale dans tout le pays. Nos réactionnaires étaient atterrés et vaincus. Par contre, la classe ouvrière s'est rendue compte de sa force.

En 1938, quand les fascistes espagnols ont pris les armes contre la République, Léon Jouhaux, en accord avec la C.G.T., est maintes fois intervenu auprès du gouvernement du Front populaire pour vaincre sa résistance et le convaincre d'envoyer des armes aux républicains. Si nos amis espagnols avaient été ravitaillés en armes et en munitions, l'insurrection franquiste aurait été rapidement vaincue ; ce qui évitait la mort de plus d'un million de personnes. La République espa-

gnole sauvée, le maintien de la liberté et des organisations ouvrières.

Au moment de la signature du pacte germano-russe, août 1939, ce qui permet à Hitler de faire la guerre, Léon Jouhaux attaque énergiquement la trahison de l'U.R.S.S. Une résolution condamnant le pacte germano-russe est votée par la majorité de la commission administrative de la C.G.T. Cette division de militants, de syndicalistes en présence de ce grand événement qui était un blanc seing donné à Hitler par Staline, provoqua de grands remous dans les syndicats.

L'occupation en 1940 d'une grande partie de la France par l'armée allemande et l'avènement de Pétain au pouvoir aggravèrent la division parmi les militants syndicalistes. De nombreux camarades sont arrêtés et déportés en Allemagne dans des camps de concentration.

Léon Jouhaux vit clandestinement. Il est arrêté par le gouvernement de Vichy en décembre 1941. Interné à Vals-les-Bains.

Au début de 1942, Borie et moi, secrétaires de la Fédération de l'Eclairage, prenons l'initiative d'adresser au gouvernement de Vichy une protestation contre l'arrestation de Léon Jouhaux et demandant sa mise en liberté. Nous la faisons signer par les secrétaires des Fédérations C.G.T.

Le ministre de l'Intérieur convoque les signataires. Nous insistons pour que Jouhaux soit mis en liberté.

Quelques semaines après, il était envoyé en résidence forcée à Cahors.

J'ai été le voir en août 1942 ; il était très optimiste ; la défaite d'Hitler ne faisait pour lui aucun doute. Il avait hâte de reprendre ses fonctions de secrétaire général de la C.G.T. Il est déporté en Allemagne en avril 1943, libéré par l'armée américaine, il est rentré en France le 8 mai 1945.

Dès son arrivée, il prend nettement position contre la fixation des salaires par le gouvernement. C'est le rôle des syndicats, disait-il, de discuter avec les patrons des salaires des travailleurs ; nous devons agir pour que cette situation cesse rapidement.

Léon Jouhaux était humain. Il répondait toujours favorablement aux sollicitations des camarades lui demandant d'intervenir pour éviter ou réparer une injustice.

La minorité de la C.G.T. a énergiquement combattu sa politique syndicale, cependant quand des camarades minoritaires ont fait appel à lui, cela n'a jamais été en vain.

Voici quelques exemples :

En 1919, notre camarade Lucie Colliard, qui pendant la guerre avait été emprisonnée pour son action pacifiste, est recherchée par la police. Des camarades demandent à Léon Jouhaux d'intervenir pour qu'elle ne soit pas inquiétée. Il téléphone immédiatement à plusieurs personnes ; l'affaire n'allait pas toute seule. Enfin, après plusieurs communications téléphoniques, il déclare : elle n'a plus qu'à recommencer.

Lors des grands procès de Moscou, en 1937, sollicité par le camarade Charbit pour intervenir en faveur de Rakowsky, très connu en France où il fut rédacteur à l'**Humanité** avant de devenir ambassadeur de l'U.R.S.S., Jouhaux n'hésita pas à envoyer un télégramme demandant son acquittement.

En novembre 1939, les camarades Juin, secrétaire du Comité contre la guerre ; Maupioux, trésorier, et sa femme sont traduits devant un tribunal militaire.

Je demande à Léon Jouhaux de consentir à être témoin à décharge. Au procès, son témoignage est habile et honnête.

Aux premiers mois de 1940, Charbit est arrêté par la police. Des camarades interviennent auprès de Léon Jouhaux. Quelques heures après notre ami est libre.

De nombreux autres camarades pourraient également citer des exemples.

Depuis la première guerre mondiale, Léon Jouhaux préconise et applique la politique syndicale dite : de la présence. Il a représenté la France à la Commission chargée de la rédaction de la Partie XIII du Traité de Paris, qui a posé les fondements de l'Organisation internationale du Travail. Il a participé, en qualité de délégué des travailleurs français, à toutes les sessions de la Conférence internationale du travail. Il a été membre du groupe ouvrier et vice-président du conseil d'administration du B.I.T. depuis sa création. Au sein de cette organisation, il a été à la tête du mouvement de protestation contre l'admission des pays totalitaires.

Lon Jouhaux a également pris une part active aux travaux de la Conférence du désarmement, particulièrement en ce qui concerne des fabrications privées d'armes et de munitions.

Il prend une part active à la vie du Mouvement Syndical International.

Il participe aux Conférences de Genève et de Londres qui préparent la création de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.) et est nommé vice-président de cette Internationale.

Le gouvernement français désigne Léon Jouhaux comme un de ses délégués à l'Assemblée générale des Nations Unies. En 1947, il est élu président du Conseil économique, poste qu'il occupe jusqu'à sa mort.

1951. Léon Jouhaux reçoit le prix Nobel de la Paix.

C. DELSOL.

GRAND GENERAL ET BON PROPHETE...

Le 24 mars, à sa conférence de presse, le président Eisenhower déclarait que les Français seraient vainqueurs à Dien-Bien-Phu.

Eisenhower est un grand général et un bon prophète.

IMPUDENCE

Le jour même de la chute de Dien-Bien-Phu, le président du Conseil recevait M. Bousquet, président du Conseil d'administration de la Banque de l'Indochine :

Celui pour lequel les autres sont morts. Et qui sans doute venait exiger de nouveaux sacrifices.

La liberté, pour nous, restera la conquête la plus noble et la plus précieuse des hommes.

Les dictatures, quelle que soit leur couleur, pèseront toujours sur les faibles ; elles font des individus des adulateurs, des hypocrites. Elles abaissent le niveau de la civilisation en donnant aux brutes, aux serviles autorité et pouvoir et en soumettant le peuple à la merci de leur arbitraire et de leur cruauté.

R. PATOUX,
Secrétaire général de l'U.D. F.O. de Maine-et-Loire.

(*L'Ouest syndical*, mai 54.)

L'évolution possible de la situation économique et sociale en 1954

Des militants syndicalistes de la base, qui n'ont ni le temps ni la possibilité (prix élevé des revues) de rassembler la documentation économique indispensable pour suivre de près l'évolution de l'économie, nous ont souvent demandé de les tenir au courant des travaux qui sont effectués dans ce domaine par des centres de documentation ou des économistes.

Nous essaierons de leur donner satisfaction. Aujourd'hui, nous leur présentons d'abondants extraits du texte d'une conférence faite par M. Vermot-Gauchy, le 7 décembre dernier, à l'école d'application des manufactures de l'Etat.

M. Vermot-Gauchy, grâce à une connaissance parfaite de la situation économique et des conditions de son développement, grâce aussi à une méthode d'investigation qui lui a déjà permis d'obtenir de très satisfaisants résultats en matière de prévision, a tracé les grandes lignes de l'évolution possible de la situation économique et sociale en 1954.

Sa documentation peut être très utile aux militants qui ont besoin de connaître la situation économique pour assurer efficacement la défense des intérêts ouvriers. D'autre part, sa méthode d'analyse, a une grande valeur éducative et peut, dans une certaine mesure, orienter utilement notre esprit dans nos efforts personnels de recherche.

Nous regrettons seulement de ne pouvoir donner qu'une partie de cette intéressante conférence.

U. T.

P.-S. — Il bien évident que les prévisions que l'on peut établir à un moment donné doivent être modifiées quand une situation nouvelle, imprévisible, vient changer les conditions de la production. Cela n'enlève rien à la valeur du travail au départ. Ainsi, la situation au début de 1954 s'est légèrement améliorée, en raison d'un certain nombre de mesures qui ont été prises et que nous analyserons prochainement.

CONSIDERATIONS GENERALES

L'étude conduit à une double constatation :

1. La production continuera à marquer le pas en 1954. La productivité nationale et le niveau de vie ne se développeront que lentement ;
2. Pourtant, le potentiel inutilisé est important.

Il faut rechercher la cause de cette situation dans l'inadaptation croissante de l'économie en valeur aux possibilités d'expression de l'économie physique.

...L'inadaptation des structures (consommation, production et échanges extérieurs) qui, depuis quelques années, se manifeste à l'observation est sous la dépendance de la politique économique et financière.

...Cette situation est la conséquence essentielle de l'extrême pauvreté de nos connaissances économiques.

I. — CARACTERISTIQUES DE L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION EN 1954

La production de 1954 semble devoir être supérieure à celle de 1953 : de 3 à 4 % pour la production agricole, d'un peu plus de 1 % pour les biens d'équipement et moins de 2 % pour les biens industriels de consommation.

Répartition des revenus et du pouvoir d'achat

Agriculteurs : ...malgré l'augmentation de 3 à 4 % de la production, le revenu final de l'agriculture parait fléchir de près de 8 %. En réalité, ce pourcentage moyen ne donne de l'évolution de la situation qu'une vue insuffisamment nuancée, car la régression des revenus n'est pas uniforme. Les régions à blé et à betteraves maintiendront, même renforceront leur position : c'est ainsi qu'en raison de l'excellente récolte de betteraves, la valeur de cette production sera supérieure de 15 à 20 % à celle de la campagne précédente, malgré la légère baisse du prix d'achat due à la suppression de l'indemnité de calamité et les faibles cours pratiqués au-dessus de la production-plafond. Le niveau très bas des cours de la betterave sur le marché concurrentiel prouve l'influence sur la détermination des prix par voie d'autorité des interventions de groupements fortement organisés.

Le déséquilibre entre zones d'élevage et de culture et plus particulièrement entre zones riches et pauvres continuera donc à s'accuser. De cette situation résultent des conséquences sociales et politiques dont il importe de souligner la gravité : le fléchissement du revenu final agricole rend particulièrement sensible le sous-emploi qui règne dans les zones rurales. Si l'exploitant pauvre peut s'attacher au sol tant que la stagnation industrielle et le manque de logement s'opposeront à son départ, le salarié, au contraire, voit, dans de nombreuses régions, sa situation devenir très précaire : Le volume de l'emploi continuera à fléchir et plus vite encore celui de la masse globale des salaires agricoles...

Industriels : Les prix de gros industriels ont fléchi souvent plus vite que ne se développait la productivité efficace moyenne. La concurrence s'accroît et les concentrations d'entreprises se multiplient dans certains secteurs. L'année 1954 semble donc devoir marquer une certaine stabilisation du taux de croissance des revenus industriels, avec cependant des modifications de structure assez importantes entre branches et même au sein des différentes branches.

Intermédiaires : Les prix de détail n'ont pas diminué suffisamment... C'est que le circuit de distribution absorbe une part trop importante des fruits de la productivité nationale, au détriment des consommateurs et des producteurs, notamment des producteurs agricoles

Cette situation est particulièrement grave dans un pays comme le nôtre où une partie de la population des grands centres est loin d'avoir retrouvé son niveau de vie d'avant guerre. En effet, les revenus de la distribution semblent s'être accrus de façon assez sensible, au moins pour certaines catégories de produits, et c'est sans doute ce qui explique en partie le développement actuel de l'épargne. L'inertie du système de distribution continuera à peser sur l'évolution de l'économie en 1954, freinant le développement de la production agricole et des productions industrielles de grande consommation.

Salariés : Bien que le taux de la productivité

nationale effective soit tombé à un niveau assez bas, l'hypothèse d'une légère régression de l'emploi n'est pas à rejeter. Mais l'accroissement continu des salaires horaires permettra sans doute de maintenir la masse des salaires à sa valeur nominale actuelle. La conjoncture évolue désormais en faveur des salariés ... à condition que le volume de l'emploi soit maintenu, ce qui est le gros problème.

***

...La répartition des revenus qui vient d'être ébauchée se trouvera donc, en 1954, quelque peu différente de celle de 1953.

...La situation semble devoir évoluer de la façon suivante :

1. Compte tenu de l'autoconsommation, diminution de 3 à 4 % du pouvoir d'achat des revenus agricoles... ;
2. L'amélioration du pouvoir d'achat des salariés de l'industrie et du commerce pourrait atteindre 3 %... ;
3. Le pouvoir d'achat des industriels dans leur ensemble s'améliorerait à peu près dans la même proportion ; celui des intermédiaires plus sensiblement encore.

Dans l'ensemble, le niveau de vie de la population française pourrait ainsi s'accroître d'un peu plus de 2 %. Néanmoins la demande de biens industriels de grande consommation ne se développera que faiblement, semble-t-il, car le pouvoir d'achat de près de 10 millions de personnes vivant directement de la production agricole tend à s'amenuiser. Par contre, la demande correspondant aux biens industriels plus onéreux tels que les voitures automobiles se maintiendrait à un niveau relativement favorable.

Evolution de la production

Années	Prod. indus. (base 100 en 1938)	Emploi	Taux d'accrois. global de prod. industrielle
1949	123	120,6	4 %
1950	123	122,4	
1951	138	126	3 %
1952	144	125,9	2 %
1953	139	124	1 % (prévision)
1954	141-142	—	2 % (prévision)

L'indice 141 est une moyenne : il ne reflète pas l'importance des évolutions de structure qui se sont produites par rapport à 1938, ni les possibilités de développement que recèlent les industries qui, comme celles des biens de consommation, sont restées pratiquement à leur niveau d'avant guerre (textile, travail des étoffes, industries polygraphiques...). En effet, seules, les industries de base, telles que les industries de la production et de la transformation des métaux, qui sont typiquement des industries d'équipement et qui ont un grand poids dans l'indice global, ont atteint des niveaux supérieurs de 80 % à ceux de 1938.

...Il n'est donc pas exagéré de penser qu'une politique de bien-être qui ne sacrifierait pas l'investissement, permettrait une utilisation assez rapide d'un potentiel de production industrielle disponible de l'ordre de 10 à 15 %.

...Si la production industrielle s'accroissait de 10 à 15 % (ce qui est possible), le niveau de vie s'élèverait sensiblement, dans un délai relativement court (peut-être de 9 à 10 %). La demande de consommation augmenterait et l'agriculture ne subirait plus le frein que l'état de stagnation actuelle de l'activité industrielle lui impose. Il est probable qu'elle pourrait alors accroître encore quelque peu ses livraisons au marché intérieur et aux marchés extérieurs.

II. — EVOLUTION DE L'ECONOMIE

1. Economie agricole.

L'agriculture est une activité pilote, en ce sens que la production de denrées alimentaires sur le court terme est, dans une large mesure, indépendante de l'évolution de la conjoncture. Par contre, elle entraîne, avec un certain retard, le niveau de l'activité générale.

...Notre raisonnement concernera la campagne 1953-1954.

Et M. Vermot-Gauchy a abouti au tableau suivant :

Productions	Variations par rapport à 52-53 de la production	des prix	de la valeur de la production
1. Végétales :			
blé, céréales, betterave.		97	106
Autres productions.		99	90
			—
Ensemble.	103,5	92	95
2. Animales :	103	88	91
3. Ensemble :	103,2	90	92,5

2. Economie industrielle.

Le tableau ci-après indique l'évolution possible de la production industrielle... qui ne dépassera pas vraisemblablement celle de 1953 de plus de 1 à 2 %.

	1953	1954
	—	—
1. Energie	154	157
Combustibles minéraux solides	112	110
Gaz	178	178
Electricité	198	208
Pétrole et carburants liquides	347	365
2. Génie civil et bâtiment	139	144
a) Matériaux	164	170
Extraction	146	151
Préparation	146	151
b) Bâtiment (génie civil : infra)	136	141
3. Industrie, non compris énergie		135
a) Minerais et métaux	157	156
Minerais métalliques	130	128
Production des métaux	164	162
b) Minéraux et chimie	157	158
Extraction et préparation des minéraux	142	146
Industrie chimique et parachimique	148	149
Caoutchouc	193	192
Verre	150	152
c) Textile et cuir	95	96
Textile	103	105
Cuir	60	59
d) Bois, papier et industries polygraphiques	118	121
Papier et carton	124	130
Industries polygraphiques	111	112
4. Ensemble : indice I.N.S.E.E. y compris bâtiment	139,5	141,5
Indice I.N.S.E.E. (base 100 en 1951)	100	101,5

Autres activités non comprises dans l'indice :		
Génie civil	100	100
Travail des étoffes	100	102
Bois et ameublement	100	102
Industries diverses	100	103
Industries agricoles et alimentaires	100	101
Total	100	101,6

III. — PRECISIONS SUR L'EVOLUTION POSSIBLE DANS LES PRINCIPALES BRANCHES

1) Bâtiment et génie rural

Ce secteur comprend : l'extraction et la préparation des matériaux de construction et de génie civil, le bâtiment et le génie civil.

A) **Bâtiment** : Dans les différents secteurs du bâtiment, on a tenu compte des considérations suivantes :

1. **Construction de logements** :

a) **H.L.M.** : Augmentation des autorisations de programmes et diminution probable des prix, résultant de l'utilisation de matériaux moins onéreux et de la limitation apportée à la surface des logements (le nombre de logements s'accroîtra plus vite que le volume physique des travaux) ;

b) **Construction avec prime** : Insuffisance probable, en 1954, des moyens de financement du Crédit foncier, qui pourrait constituer un goulot susceptible de freiner le développement de l'activité ;

c) **Logements ouvriers** : Incidence possible de la taxe de 1 % sur les salaires (on a tenu compte du fait qu'un certain nombre d'entreprises pratiquent, depuis plusieurs années déjà, l'aide à la construction sous des formes diverses et ne seront donc pas astreintes à cette taxe) ;

d) **Construction libre** : On a procédé à une analyse très rapide des permis de construire par région.

2. **Immeubles industriels, commerciaux et ruraux** :

a) **Construction industrielle et commerciale** : Le gros effort a déjà été fait et il faut plutôt s'attendre à une diminution d'activité dans ce domaine.

b) **Construction rurale** : Les tendances sont encore moins favorables en raison de la diminution du revenu final de l'agriculture et des difficultés que rencontrent actuellement les agriculteurs en matière de crédit.

3. **Constructions scolaires et publiques** : L'importance des crédits budgétaires prévus a conduit à craindre qu'en raison des formalités administratives, un certain volume des travaux ne puisse être entrepris ou achevé en 1954. D'autre part, un certain nombre de constructions peuvent s'étaler sur plus d'une année (par exemple, groupes scolaires).

4. **Entretien** : Pour apprécier l'importance de l'entretien, on a tenu compte des incidences que peuvent avoir l'augmentation du taux des loyers, l'aide du Fonds national de l'Habitat et l'élévation générale du niveau de vie.

5. **D'une façon générale,** on s'est efforcé d'analyser en détail l'évolution des prix des matières premières du bâtiment et les tendances générales de l'indice des prix à la construction, dans les différentes régions, pour apprécier le niveau possible de l'activité du bâtiment en 1954 ; les difficultés de main-d'œuvre ont été également étudiées.

Un certain ralentissement de la construction en fin 1952 et au cours du premier semestre 1953 a eu pour effet d'accroître la concurrence et d'exercer une certaine pression dans le sens de la baisse des prix. Mais cette pression a cessé et, depuis un an, les prix sont demeurés très stables. La capacité de production disponible reste, dans ces conditions, peu importante et pourrait s'élargir par une meilleure répartition, entre diverses régions, des travaux à engager. Il y aurait même intérêt à tenir compte, à ce sujet, des travaux de génie civil, l'expérience ayant montré que la concurrence résultant de l'ouverture simultanée de chantiers de bâtiment et de génie civil, dans une même région où il n'y a pas d'excédent de main-d'œuvre, entraîne inévitablement des hausses de prix.

B) **Génie civil** : La répartition des crédits accordés en 1953 et des crédits prévisionnels de 1954 a été analysée à partir des renseignements que nous possédons, recoupée auprès des différents responsables des secteurs ci-après : routes, ponts, bases aériennes et militaires, barrages, canaux, travaux communaux et départementaux.

L'ensemble des dépenses pour ces différents secteurs sera de l'ordre de 260 milliards, sur un chiffre d'affaires de 300 millions environ. On a tenu compte du fait que certains crédits devaient être utilisés pour payer des travaux déjà effectués.

Les grosses entreprises risquent de voir fléchir leur activité de façon importante... La concurrence se fait vive et l'on a retenu pour l'établissement des indices une chute de prix de 10 % qui a déjà été enregistrée dans de nombreux marchés.

D'autre part, le rythme de certains gros travaux semble devoir conduire, dans certains cas, à une rupture d'activité en fin d'année 1954. Par contre, les travaux les moins importants et les plus dispersés géographiquement se développent de façon assez sensible.

C) **Matériaux de construction et génie civil** :

Les activités suivies sont : pour l'extraction : les sables et graviers d'alluvion, les ardoises, les pierres à bâtir ; pour la préparation : les briques et les lattes, le ciment et la chaux.

Le volume de production de ces matériaux est lié au niveau d'activité du Bâtiment et du Génie civil, ainsi qu'à la nature des travaux effectués dans ces différents secteurs.

La capacité de production inutilisée en 1954, très forte pour l'extraction des matériaux (on pourrait, dans la plupart des cas, doubler le volume de production), sera variable dans la préparation des matériaux : 5 à 10 % pour le ciment, à 60-80 % pour la chaux, produit dont l'utilisation tend à diminuer. Cette situation est aggravée par des déséquilibres géographiques (par exemple, pour les briques pleines, l'accroissement possible des productions varie, selon les régions, de 5 à 400 %).

Il n'est pas exagéré d'évaluer à 15 ou 20 % la marge moyenne d'expansion possible pour l'ensemble des matériaux : cette marge pourrait être atteinte par une adaptation des tarifs de transports permettant de déplacer certains matériaux sans grandes majorations des prix (ce qui est acquis pour quelques-uns d'entre eux) et par un léger développement de la consommation de chaux.

2) Minerais et métaux

Le niveau d'activité des minéraux et métaux dépend de la demande intérieure, notamment des

biens d'équipement et des possibilités d'exportation.

A) **Une double étude a été entreprise en ce qui concerne les biens finaux :**

D'une part, biens de consommation (parmi lesquels nous classons l'automobile et le cycle) ; l'attention s'est plus particulièrement portée sur les articles pour lesquels a été organisé le crédit à la consommation ;

D'autre part, outillage : on a procédé à une étude de la propension à investir dans tous les secteurs de l'économie utilisant des machines et l'on a essayé de déterminer si les achats se feraient sur le marché national ou sur les marchés extérieurs.

En même temps, on procédait à une étude des carnets de commande des différentes branches fabriquant des machines. Parmi ces branches, citons la construction électrique, les industries fabriquant les machines agricoles, les machines-outils, le matériel de manutention et de travaux publics, le matériel pour les industries textiles, les engins pour les travaux publics et les industries fabriquant ou réparant le matériel de chemin de fer.

La propension à investir a été favorisée par les mesures prises sur le plan fiscal... Dans plusieurs branches, la propension est limitée par l'insuffisance des crédits bancaires.

B) **Production des métaux et première transformation :**

Le niveau d'activité dépend de celui des industries produisant des biens finaux et des possibilités d'exportation.

C) **Minerais métalliques et notamment minerais de fer :**

Le niveau d'activité a été déterminé en fonction des besoins intérieurs qui dépendent du taux de marche des industries productrices et transformatrices des métaux et des possibilités d'exportation.

Capacités disponibles : Elles sont essentiellement variables. Elles sont maintenant devenues très fortes au niveau des industries produisant des biens de consommation (par ex. : appareils électro-domestiques). Dans les autres industries, cette capacité de production non utilisée reste toujours supérieure à 10 %. Elle est particulièrement élevée dans le matériel lourd (notamment machines de manutention et de travaux publics). Il semble qu'aucun goulot ne s'opposerait à une augmentation de l'ensemble de la production de 15 % au moins.

3) Textile et cuir

A) **Vêtements et travail des étoffes :**

Pour apprécier le niveau d'activité de cette branche, on a analysé l'évolution de la demande dans le vêtement masculin, le vêtement féminin, la chemiserie, la lingerie, la bonneterie et les industries diverses du textile.

La demande est fonction de l'élévation du niveau de vie, qui sera relativement peu important (2 à 3 % en 1954) et du fléchissement des prix au détail des produits textiles. Elle dépend aussi du coefficient d'élasticité de la demande.

Si l'activité se développe assez rapidement dans la confection (hommes et femmes), cet accroissement est compensé en partie par une régression des fabrications sur mesure. D'autre part, le processus d'industrialisation est assez actif dans ce secteur ; il est doublé depuis quelques années par un certain mouvement de concentration des entreprises.

B) **Textile :**

La courbe du textile correspond à l'activité des productions suivantes, notamment pour la filature et le tissage : laine, coton, lin et chanvre, jute, sisal, fibranne, rayonne, tissus et rubans. Son niveau dépend donc des tendances propres à chacune de ces productions, elles-mêmes fonction des besoins du marché intérieur... ainsi que des possibilités d'exportation vers l'étranger et les territoires d'outre-mer.

Compte tenu de la légère réduction des horaires et des effectifs (8 à 10 % pour ces derniers), on peut évaluer la capacité inutilisée à 15 % au moins, dans l'ensemble. Une partie de la main-d'œuvre licenciée (main-d'œuvre féminine) est actuellement disponible.

C) **Cuir et travail du cuir :**

Le niveau d'activité des industries du cuir dépend, essentiellement, de la demande intérieure correspondant aux besoins de consommation et d'équipement.

Cette demande se heurte à l'utilisation de plus en plus étendue des produits de remplacement. Elle ne se développerait qu'avec une forte élévation du niveau de vie et une réduction très sensible des prix.

En raison des horaires relativement bas et de la dispersion des industries qui permet de recruter facilement la main-d'œuvre nécessaire, la capacité de production inutilisée peut être évaluée, dans l'ensemble, entre 30 et 50 %.

4) Chimie et parachimie

Minéraux et chimie.

On a pu suivre régulièrement, depuis quelques années, l'évolution saisonnière des produits suivants : minéraux de base (notamment potasse), acide sulfurique, ammoniaque synthétique, acide nitrique, carbonate de soude, engrais, goudrons et benzols, colorants, etc.

Le niveau d'activité de ce secteur est fonction de l'activité générale de l'agriculture et de l'industrie et des possibilités d'exportation. Celles-ci rencontrent une concurrence de plus en plus vive de la part de certains pays (Angleterre, Japon, Allemagne).

La capacité disponible est essentiellement variable selon les produits. Relativement faible pour la potasse (moins de 10 %), elle atteint 100 % dans le cas de transformation des corps gras.

D'une façon générale, pour les industries de base, elle peut être évaluée, dans l'ensemble, entre 15 et 20 %, bien qu'il s'agisse dans la plupart des cas de fabrications continues.

Peintures et vernis.

Pour partie liés à l'activité industrielle (40 à 50 %) et à celle du bâtiment (50 à 60 %), les peintures et vernis continueront à progresser.

Caoutchouc.

Le niveau d'activité du caoutchouc dépend du développement de l'automobile et de certaines activités industrielles ainsi que de la consommation d'articles utilisant cette matière première.

La capacité actuellement disponible varie considérablement. Selon les branches, elle est de 10 à 50 % et même davantage. On peut retenir, semble-t-il, un écart moyen de 15 à 20 %.

Verre.

Les productions dont l'évolution est plus particulièrement suivie sont celles du verre à vitre, des bouteilles et bonbonnes, de la gobeletterie, des glaces, etc.

Les capacités de production disponibles dans les différentes branches de l'industrie du verre sont très variables : dans l'ensemble, on estime qu'avec une faible augmentation des effectifs on pourrait accroître la production de 20 à 25 %.

Contrairement à ce qu'on croit en général, le développement de la production de verre dépend moins de l'essor de la construction que du volume de l'activité industrielle, de l'élévation du niveau de vie et des exportations (par exemple, les récentes taxes sur l'alcool ont eu pour conséquence directe un ralentissement momentané de la fabrication des bouteilles).

5) Papier, carton et industries polygraphiques

L'évolution des productions suivantes a été étudiée depuis cinq ans : pâtes à papier, papier de presse et édition, papier paille et d'emballage, papier-journal, d'impression et d'écriture, industrie polygraphique.

L'édition restera stationnaire : la vente des hebdomadaires d'une part, atteint un plafond, le prix des livres, d'autre part, est trop élevé. Enfin, la publicité écrite ou imprimée, outre qu'elle souffre de la stagnation économique, est concurrencée par les autres moyens de diffusion. La presse connaîtra peut-être une légère amélioration, très inégale selon qu'il s'agit de Paris ou de province.

La fabrication de pâtes et de papier semble devoir atteindre, en 1954, un niveau supérieur à celui des années précédentes, en raison de l'épuisement des stocks et de l'arrêt des importations. Cette tendance jouera surtout en ce qui concerne le papier-journal.

La capacité de production non utilisée est essentiellement variable ; on peut, dans l'ensemble, la chiffrer à 20 % au moins, sauf dans certains secteurs limités.

6) Bois et ameublement

Ces activités dépendent de celles du bâtiment et du niveau de l'activité générale. Les capacités de production disponibles sont, en général, considérables (l'outillage des scieries françaises, par exemple, pourrait débiter l'ensemble de la production forestière européenne). Pour le meuble, elle peut être évaluée entre 20 et 30 %.

IV. — CONCLUSIONS

Jamais, depuis 30 ans, la France n'a connu une situation aussi propice à la réalisation d'une politique audacieuse. L'industrie est loin d'utiliser pleinement sa capacité de production. Une bonne récolte, en 1954, permettrait d'élever très rapidement le niveau de vie des Français de 8 à 10 %, sans compromettre les investissements.

Les étapes de ce progrès à notre portée n'ont pas été décrites. On connait mal les possibilités qu'a notre économie et l'on continue à parler des précautions qu'impose le danger d'un retour possible à l'inflation alors que, dès le premier semestre 1951, la direction des programmes avait déjà signalé que les facteurs de déflation commençaient à l'emporter sur les facteurs d'inflation, tendance qui s'est trouvée confirmée depuis.

Une partie de la population française est encore loin d'avoir retrouvé ses conditions d'existence d'avant guerre. On comprend mal pourquoi le niveau de vie ne s'élève que si lentement. Aussi le climat social est-il, dans l'ensemble, loin de s'améliorer depuis deux ans.

C'est pourquoi, bien que les conditions favorables à un redressement se trouvent réunies, il est certain que, si l'on tarde trop à mettre en œuvre une politique constructive, de nouvelles maladresses peuvent être commises sous forme de décisions hâtives prises sous la pression des circonstances.

On peut cependant espérer que la maturité d'esprit d'une fraction de l'élite syndicale, et la diffusion assez large de certaines connaissances économiques fondamentales empêcheront de commettre à l'avenir les mêmes erreurs qu'au début de la crise de 1930.

Pour faire renaître le syndicalisme

Nous avons reçu du camarade Hervé, secrétaire de l'U.D.-F.O. de Tours, l'importante lettre que voici :

« Il est vraiment dommage que la minorité encore dans F.O. gaspille ses efforts et son argent en de multiples entreprises. La « R.P. » ne pourrait-elle offrir à chacun (« Courrier syndical », « Tribune syndicaliste », « Trait d'union » et autres) une page de la revue ? Cela constituerait un premier effort sérieux de rapprochement. Il faut constituer un « pool » des gens qui aspirent à voir F.O. représenter autre chose que des bureaucrates syndicaux ayant une peur bleue de toute action syndicale.

« Le congrès confédéral est dans six mois. Il faudrait engager dès maintenant une campagne sur les modifications aux statuts confédéraux, en particulier pour l'élection par le Congrès de la C.A. confédérale. »

Notre camarade a raison et il va de soi que, conformément à son titre, la « R.P. » est ouverte à tous ceux qui œuvrent pour la révolution prolétarienne, c'est-à-dire qui cherchent à faire renaître le syndicalisme, seule forme sous laquelle cette révolution peut se réaliser.

Sans que leur collaboration prenne la forme rigide que propose notre camarade, ce qui aurait, entre autres, l'inconvénient de cristalliser les « tendances », il est bien entendu que les colonnes de la « R.P. » sont ouvertes à tous les militants des différents groupes que cite notre camarade, chaque fois qu'ils auront quelque chose à dire.

Plus généralement :

Tous les militants syndicaux qui, à quelque centrale qu'ils appartiennent, ou de quelque groupe qu'ils se réclament, qui veulent faire renaître le syndicalisme en redonnant à la classe ouvrière confiance en elle-même ;

Tous ceux qui veulent que disparaisse l'apathie qui fait tout attendre, pour les uns, de l'arrivée des tanks russes, et, pour les autres, de démarches dans les ministères ;

Tous ceux qui veulent, en un mot, promouvoir l'action directe du prolétariat, à la fois pour l'amélioration de ses conditions de vie et pour son émancipation totale ;

sont fraternellement invités à apporter leur contribution à notre rubrique « la Renaissance du syndicalisme » en pleine indépendance et pour la poursuite du but commun.

La Renaissance du Syndicalisme

L'ENSEIGNEMENT DU 28 AVRIL

Pas de succès ouvrier sans F.O.

L'échec de la grève générale du 28 avril n'est pas contestable. On peut en attribuer la responsabilité à F.O., soit qu'on la porte à son passif ou à son actif. Mais ce n'est que par une « vue de l'esprit ». La décision de la commission exécutive confédérale F.O. a confirmé simplement une volonté clairement exprimée en d'autres circonstances de ne jamais s'associer à une initiative de la C.G.T. communiste. Rien de nouveau en cette résolution. Rien de décisif non plus. Car le vote de la commission exécutive a peut-être orienté le débat à la base mais ne l'a pas conclu. On a discuté **après** dans les Fédérations et Unions. On ne s'est pas toujours rallié à la décision confédérale et lorsqu'on l'a fait, ce n'est pas par simple discipline. Des Unions comme celles de la Loire, de la Loire-Inférieure, de Loir-et-Cher ont lancé le mot d'ordre de grève le 28 avril. La Fédération des Métaux a fort sagement laissé une assez grande liberté de mouvement à ses syndicats. La Fédération des Employés a procédé à une large consultation avant de se prononcer pour l'abstention. Cette liberté peut déplaire aux dirigeants qui souhaitent l'alignement. Elle peut déranger les observateurs, amateurs de logique et fabricants d'idées générales. Elle témoigne d'une force solide et saine, que des données numériques ne mesurent pas et qui reste notre principal espoir.

La discussion dont nous avons été témoins à l'Union des Syndicats parisiens nous en apporte la démonstration vivante.

Le 16 avril se réunissaient les représentants des syndicats parisiens. Dans leur grande majorité, ils se prononçaient contre la grève, mais si certains invoquaient la discipline confédérale, si d'autres formulaient une hostilité conçue dans leurs syndicats contre cette journée dont les mobiles politiques transparaissaient, quelques-uns ne dissimulaient pas leur crainte d'un débordement de leurs mandants par les syndiqués C.G.T. et C.F.T.C. et les inorganisés. La commission exécutive de l'Union projetait une seconde réunion dont Le Prix (des Postiers) souligna la nécessité, pour « armer » les militants contre la démagogie stalinienne. Ce ne fut pas accepté par tous. Mais le bureau passa outre et convoqua une deuxième réunion le 26 avril. Et ce ne fut pas une simple formalité, une répétition affaiblie et vaine des propos entendus le 16. L'unanimité dans l'opposition à la grève s'affirma avec beaucoup plus de conviction et de chaleur. C'est qu'il ne s'agissait pas d'obéir simplement au bureau confédéral ou de proscrire implicitement l'action directe. Les militants F.O. avaient en général consulté leurs adhérents, quelquefois par référendum. Ils avaient senti l'atmosphère d'hésitation et de réticence qui régnait dans les usines, les chantiers et les bureaux. **Ce n'est pas leur décision qui a déterminé l'échec. C'est la prévision de l'échec qui a inspiré leur décision.**

Fort heureusement celle-ci entendait dégager l'avenir, en distinguant la journée « Molotov » de l'action directe nécessaire.

Cette tendance se dégage nettement de l'ordre du jour voté par le syndicat du personnel communal que nous reproduisons intégralement.

Le Conseil syndical de l'Union des syndicats F.O. des communes de la Seine et de Seine-et-Oise, réuni à Paris le 22 avril :

Condamne le gouvernement Laniel qui, comme ses prédécesseurs, refuse de reconnaître aux travailleurs les plus défavorisés le droit à une juste rémunération de leur travail, alors qu'il protège les abus et les privilèges des classes sociales dont il est le mandataire.

Dénonce l'attitude faussement unitaire de la C.G.T., dont l'appareil confédéral, lié au parti politique auquel la plupart de ses membres appartiennent, impulse l'action ouvrière en fonction d'impératifs étrangers aux travailleurs français, ce qui constitue un obstacle majeur à toute action commune.

Le Conseil syndical, considérant : les conditions dans lesquelles la grève de 24 heures, prévue par la C.G.T. pour le 28 avril, a été préparée et le climat dans lequel elle se développe ;

Considérant que la date choisie coïncide avec l'ouverture de la Conférence internationale de Genève et que cette coïncidence, voulue, confère à cette grève un caractère politique indéniable ;

Considérant, en outre, qu'en l'absence du Parlement, ce mouvement d'arrêt de travail de 24 heures ne permettra nullement d'obtenir la fixation d'un nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti ;

L'Union syndicale F.O. déclare, après consultation de ses syndicats, qu'elle ne participera pas à la grève du 28 avril.

Le Conseil syndical affirme, toutefois, que le syndicalisme libre ne peut se limiter à une critique négative, aussi justifiée soit-elle ; en conséquence, il souhaite vivement qu'à tous les échelons : syndicats, U.D., Fédérations et Confédération, tout soit mis en œuvre pour définir clairement, et réaliser, les moyens propres à faire aboutir les revendications essentielles de l'ensemble des travailleurs, étant convaincu que les revendications particulières aux agents des communes ne pourront être satisfaites sans que cette condition soit préalablement remplie.

Le syndicat des Métaux se déclarait de son côté acquis à une action intercorporative ayant comme objectif le relèvement du salaire minimum interprofessionnel provoquant un relèvement général des salaires.

Nous avons dit ce que nous pensons de cette formule qui implique une défaite générale du patronat, c'est-à-dire une action ouvrière de même caractère que les journées de juin 1936 ou même d'août 1953. Encore celles-ci, si elles furent spontanées, n'entraînèrent-elles pas d'un mouvement irrésistible les travailleurs des industries privées. Or, même une décision gouvernementale favorable à la revendication du salaire minimum interprofessionnel ne suffit pas pour atteindre cet objectif limité — car il est encore des entreprises

(dans le Textile, par exemple) où des ouvriers restent au-dessous du minimum garanti actuel. On peut prévoir une résistance d'un autre ordre de grandeur à un relèvement général des salaires. Et l'on oublie toujours que la « grande peur » du patronat en juin 1936 qui lui fit subir les accords Matignon s'explique par la « surprise » dont la classe ouvrière bénéficia, et dont de trop nombreux « avertissements » annihilent le choc.

Mais ni les communaux ni les métallos n'envisagent de gagner sans combattre. Ils ne s'offrent pas le luxe d'une généreuse adjuration — portée en caractères gras — pour le relèvement de la base, accompagnée — en note discrète — d'un rappel de « la grille hiérarchique »... ce qui signifie simplement que l'on réclame un supplément de 2.000 fr. au salaire minimum, afin d'obtenir 6.000 fr. de plus pour les traitements moyens et de 10.000 à 15.000 fr. pour les traitements supérieurs. Fort heureusement, la Fédération des Fonctionnaires F.O. semble favorable à une indemnité unique pour tous. Ce qui devrait inciter les enseignants à ne pas s'accrocher en ce moment à l'histoire de « reclassement », dont nous ne voulons pas ici discuter les motifs, mais contester l'opportunité.

L'ordre du jour du syndicat des Communaux appelle un débat sur les moyens d'action les plus efficaces. C'est la question essentielle que le prochain Comité national confédéral devrait étudier préalablement.

Quoi qu'il en soit, la décision des syndicats parisiens F.O. prouve une conscience claire de la situation et des possibilités actuelles.

Mais si paradoxal que cela paraisse, la décision contraire des Unions F.O. de la Loire et de la Loire-Inférieure relève du même réalisme et démontre l'efficacité de l'action.

Il s'agit de départements à forte densité industrielle, où survivent des traditions syndicalistes révolutionnaires, où les Unions F.O. disposent de militants solides : des anciens que l'expérience n'a pas désséchés, des jeunes que l'audace n'a pas désorientés. La situation de l'industrie minière dans la Loire, celle des constructions maritimes en Loire-Inférieure soulèvent d'importants problèmes techniques et sociaux. Nos amis ont compris que la revendication ouvrière reste le facteur essentiel du progrès technique et du reclassement social. Ils ont compris que l'action commune, même avec la C.G.T., n'est dangereuse que lorsque les syndicats n'en prennent pas l'initiative et n'en gardent pas l'autorité. Dans la Loire, en particulier, le 28 avril fut organisé et dirigé par les trois Unions : F.O., C.F.T.C. et C.G.T. Mais le Premier Mai, la C.G.T. était isolée ; les chrétiens et le syndicat autonome des Instituteurs participaient à une manifestation présidée par notre ami Peyre, secrétaire de l'Union F.O. C'est que le sujet choisi : **Défense des libertés**, ne permettait pas l'accord avec les cadres post-staliniens que l'on avait rencontrés lors de l'action commune du 28 avril.

Ces deux expériences complémentaires et non contradictoires témoignent en effet de la force réelle de F.O. Celle-ci reste le facteur essentiel de la victoire ouvrière, quels que soient ses effectifs.

D'abord parce qu'un mouvement n'entraîne les travailleurs — y compris les adhérents des syndicats colonisés et chrétiens — que lorsque la présence active de F.O. en justifie la nécessité corporative.

Aussi parce qu'à la base, F.O. dispose de militants capables d'entendre les travailleurs qui parlent et aussi... « ceux qui se taisent », capables d'écouter les voix d'en bas plutôt que les ordres d'en haut.

Enfin, surtout, parce que là où les conditions de l'action efficace existent, là où les manœuvres politiques sont contrariées dès qu'elles s'esquissent, l'intervention de F.O. assure le succès ouvrier.

R. HAGNAUER.

LES PROPOS DU PROLO

La grève du 28 avril

Elle s'annonce mal, cette grève. Quand on reçoit un coup de pied au cul, on n'attend pas deux mois pour riposter. Et puis elle est lancée par la C.G.T., dont les intentions sont toujours suspectes ; lancée la veille de la conférence de Genève. L'état-major confédéral a agi avec beaucoup de prudence, mais des fédérations ont cependant lié l'action pour le S.M.I.G. à la protestation contre la C.E.D. Les unions à la base n'ont pas rendu.

La C.F.T.C. a lancé parallèlement l'ordre de grève pour le même jour. Elle laisse à ses fédérations et à ses U.D. le soin d'en assurer l'application, sachant bien que ses militants les plus dynamiques réaliseront l'unité d'action à la base avec la C.G.T. Cela ne la tourmente pas, car elle a l'habitude de faire de la stratégie, une stratégie peu éducative en général, peu propre à dégager les salariés de l'emprise des démagogues pour les ramener dans la voie d'un syndicalisme d'action directe et « constructif », une stratégie qui réussit mal à camoufler ses contradictions internes, mais qui traduit la volonté de nombreux militants de conquérir « la masse » même par l'utilisation des méthodes d'agitation cégétistes ou par la liaison avec les cégétistes. Elle a des amis à la C.G.T. : les chrétiens progressistes, prêtres ouvriers... qui entendent créer un courant en faveur de leurs idées en se plaçant toujours à la pointe du combat, quel que soit le but du combat. Certains, même, ne vont-ils pas jusqu'à admettre l'instauration du totalitarisme rouge, étape inévitable, selon eux, mais à l'issue de laquelle, ils feraient triompher leur idéal chrétien ? Double illusion : les communistes savent utiliser les minoritaires qui leur permettent de se donner un masque démocratique et unitaire, mais ils ont tôt fait de leur casser les reins, par tous les moyens, dès qu'ils contrarient ou risquent de contrarier leur action en faveur de l'impérialisme russe ; après leur avènement au pouvoir, ils suppriment impitoyablement tous ceux qui ne sont pas acquis au totalitarisme sans restriction.

La C.G.T.-F.O. était contre la grève. L'éditorialiste de son bulletin mensuel estimait que « la combativité ouvrière a besoin d'autre chose que l'objectif étriqué qu'on lui offre », et il n'hésitait pas à affirmer — on ne sait où il prend ses informations — que « les travailleurs se demandent pourquoi ils ne peuvent engager, avec leurs employeurs, des conversations directes ». Ce n'est pas qu'on ignore, à F.O., que les employeurs s'y

refusent. C'est « chose évidente », reconnaît-on. N'empêche qu'on attribue une vertu agissante à ces conversations avec un sourd. « Dans l'action qui s'offre ainsi, quel contact autrement plus valable et plus payant », s'écrie notre éditorialiste, et « qui s'inscrirait très exactement dans le cadre d'une législation dont nous avons demandé le retour par une grève réussie et généralisée ».

Les conversations des « chefs ouvriers » avec les patrons, l'action persuasive des chefs... voilà de l'action, et de l'action efficace ! Pour preuve on nous cite l'exemple de nos camarades belges de la F.G.T.B., et des organisations chrétiennes qui ont signé avec leurs employeurs un protocole qui jette les bases d'une condition ouvrière meilleure ».

Sinot, de la Fédération des mineurs, s'est forgé un internationalisme bien particulier dans les organismes de collaboration de la bourgeoisie où il siège. Avec sa C.E., il est « désireux de ne pas user inutilement les forces minières dans une action sporadique qui ne peut que servir les intérêts des exploitants », et il « n'entend pas s'associer le 28 avril à une grève qui aurait pour effet d'amoindrir, au bénéfice de pays étrangers, la valeur représentative de la France à la conférence de Genève où doit se jouer la cause de la paix ». N'est-ce pas un patriotisme nationaliste bien étrange dans le cœur sensible d'un représentant du prolétariat ?

Heureusement qu'à la base, et dans certaines U.D. et fédérations F.O. règne un autre état d'esprit. Les militants qui ont gardé le contact avec les ouvriers et qui se battent pour arracher quelques francs d'augmentation n'attendent rien des seules conversations avec les patrons et n'attendent pas la paix de la conférence de Genève. Ceux-là participeront à la grève, non pour appuyer la pression cégétiste sur le gouvernement en vue de la conférence de Genève, mais simplement pour conserver le contact avec leurs camarades du syndicat qui ne peuvent pas ne pas faire grève. C'est une raison suffisante, d'autant plus qu'ils sauront rappeler aux politiciens qui tenteraient de détourner le mouvement de son but que c'est pour le S.M.I.G. que les ouvriers se battent. Et ils se retrouveront parfois avec les syndicalistes de la C.F.T.C., des autonomes et de la C.N.T. C'est heureux !

(Le 20 avril.)

REMUNERATION DIRECTE ET REMUNERATION INDIRECTE

Le rapport Nathan a posé la question de savoir si, dans l'hypothèse d'une expansion notable du revenu, il est préférable de mettre l'accent sur un développement des rémunérations directes ou sur le maintien du partage actuel entre les rémunérations directes et rémunérations indirectes », et il a estimé qu' « il serait conforme à l'intérêt des salariés et de l'économie tout entière de suivre la première solution ».

La question mériterait un examen approfondi dans nos organisations. Les ouvriers ne se rendent pas compte en général que leur gain horaire ne comprend pas seulement les 100 et quelques francs qu'ils touchent, mais qu'il est représenté par les 150 ou 170 fr. versés par le patron. D'autre part, quand les dirigeants des associations de familles ou des C.G.T. réclament le relèvement des allocations familiales qui, à l'usine, se doute, qu'en définitive, à ce relèvement correspondra en fin de compte une baisse du pouvoir d'achat du salaire direct ? Les rémunérations indirectes se font au détriment des rémunérations directes, et elles servent parfois à financer des services dont la charge devrait revenir à l'Etat. C'est avec les rémunérations indirectes qu'on encourage la natalité et qu'on assure des soins qui devraient être payés par l'Etat.

Nous ne sommes certainement pas d'accord avec les rédacteurs du rapport Nathan, mais nous pensons qu'il faudrait parfois modifier l'affectation des rémunérations indirectes et exiger que l'Etat prenne à son compte les dépenses qui lui incombent.

UN DIRIGISME COUTEUX

Malgré une récolte exceptionnelle, en 1953, le prix de la betterave a été maintenu à 4.900 fr. la tonne, le prix de la mauvaise récolte de 1952.

Résultat : le prix du sucre a été maintenu et il va rester un excédent de 250.000 tonnes de sucre dont l'Etat a garanti l'écoulement. Or, ce sucre, en raison du prix élevé de la betterave, doit être vendu 74 fr. alors que sur le marché mondial le sucre ne coûte que 34 fr.

L'Etat écoulera donc ce sucre à perte, une perte de quelque 10 milliards.

Voilà le résultat de la politique de soutien des prix agricoles. On paie le sucre plus de deux fois sa valeur et l'Etat gaspille 10 milliards de francs. Mais nos betteraviers sont dispensés de chercher à produire à plus bas prix ou de chercher des productions de remplacement.

OU EN EST LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ?

En février, l'indice de la production industrielle n'était qu'à 150 (149 en janvier, 152 en décembre).

Or, on nous assure que les stocks de matières premières et les stocks des grossistes sont résorbés, que les carnets de commandes enregistrent une nette amélioration dans les industries de transformation, ce qui, avec un coup de pouce à la construction, va stimuler les industries de base.

LE RACISME, CETTE HONTE DES DEMOCRATIES

Aux U.S.A., le problème de l'école unique pour blancs et gens de couleur reste en suspens ; le racisme a encore des racines profondes et la Cour suprême retarde sa décision.

En Algérie, le comportement des colons, des ouvriers français, des fonctionnaires est encore loin d'être satisfaisant, nous assure un camarade qui vient de travailler plusieurs mois dans des usines d'Algérie. Là encore il y a séparation des races : un indigène pris à utiliser les cabinets réservés aux blancs est sévèrement puni. Les indigènes sont souvent traités avec mépris, même par leurs camarades blancs qui ne se mêlent pas à eux dans les cantines, qui ont des cars particuliers...

Comment voulez-vous que germent l'esprit internationaliste, l'idée d'émancipation par l'action ouvrière ? Quoi d'étonnant que les ouvriers indigènes soient refoulés vers leurs chefs religieux d'esprit rétrograde et incapables de devenir les artisans du progrès social ? On va ainsi à un nationalisme étroit qui, au lieu de laisser espérer une ère de progrès, inspire plutôt la crainte d'un féodalisme oppresseur.

C'est pourquoi Manchon a raison de vouloir amener les ouvriers indigènes dans son U.D. Ce serait un moyen efficace pour détruire les derniers vestiges d'un racisme honteux et pour engager les travailleurs algériens dans la vraie voie de leur émancipation, qui a pour point de départ la libération de toutes les tutelles extérieures mais doit aboutir à celle des féodaux, chefs religieux, patrons indigènes et bureaucrates.

LE 1er MAI

Une fois de plus, les militants syndicalistes de la base se trouvent dans une situation bien em-

barrassante. D'un côté, les cégétistes appellent les travailleurs à se rassembler autour des tribunes où l'on diffusera les mots d'ordre des chefs d'Etat russes pour, ensuite, défiler derrière les fanfares guerrières ; de l'autre, nous avons les attitudes contradictoires des syndicats libres.

En certains endroits, la C.F.T.C., des autonomes manœuvrent pour avoir le bénéfice d' « heureuses » initiatives dont seuls les cégétistes tireront profit, ou ils consentiront à se raccrocher au char C.G.T. en courant le risque de renforcer purement et simplement la pression sur le gouvernement en faveur de la diplomatie russe. Souvent F.O. s'abstiendra ou fera sa petite réunion à part avec le concours — qui sait ? — peut-être d'un internationaliste soucieux avant tout de défendre la paix avec F. Dulles et Laniel, ou d'un syndicaliste seulement préoccupé de faire une savante exhibition dans un organisme de collaboration ?

Dans une U.D. C.F.T.C. on avait même envisagé de participer au meeting C.G.T., chacun ayant le droit d'exposer librement son point de vue sur tous les problèmes. Est-ce de la naïveté ? Ignore-t-on que les ouvriers amassés au pied de la tribune ne permettent pas de toucher à leurs idoles ? Ignore-t-on l'indignation « spontanée » des ouvriers contre les diviseurs ?

Drôles de manières de marquer notre solidarité avec les pendus de Chicago, les fusillés de Fourmies et de Berlin-Est ou avec les bagnards de Sibérie !

Alors, les syndicalistes — en attendant de fixer une autre date pour affirmer la volonté de libération de tous les opprimés — en seront réduits à organiser de petites réunions où s'exprimeront l'internationalisme prolétarien et l'esprit d'action directe des fondateurs du syndicalisme ouvrier. S'ils y parvenaient, les syndicalistes épars dans les différentes centrales, chez les autonomes, à la C.N.T., ce ne serait déjà pas mal. Ce pourrait être le point de départ d'un réveil possible de l'esprit syndicaliste, d'un effort organisé pour redonner les syndicats aux prolétaires et pour les orienter vers la défense des intérêts des prolétaires de tous les pays et de toutes les races.

FAITS ET DOCUMENTS

Les héros oubliés de Biederitz

« Contacts » a publié dans son numéro de mars-avril un remarquable article d'un révolutionnaire russe qui a « choisi la liberté », Boris Litvinoff ; nous en reproduisons le passage suivant :

Le 28 juin 1953, à l'aube, dix-huit soldats soviétiques étaient fusillés aux environs de la petite cité de Biederitz, près de Magdebourg-Neustadt. Conduits par groupes de trois devant des fosses creusées d'avance et fusillés devant leurs camarades du 73e régiment des tirailleurs. Fusillés pour l'exemple. Coupables des crimes d'humanité et de solidarité envers des travailleurs, des frères d'une autre race et parlant une autre langue, mais comme eux opprimés, désespérés, résolus. Lorsque pendant les journées d'émeutes la foule prenait d'assaut la prison de Magdebourg, ils avaient refusé d'obéir à l'ordre leur enjoignant de faire feu sur les révoltés. Délibérément, ils avaient favorisé la libération des prisonniers politiques détenus là par les autorités communistes.

Pour avoir eu le courage de dire « non », de jeunes soldats soviétiques (on n'est parvenu à savoir ce jour que trois de leurs noms sur dix-huit : Alexandre Stchérbina, Nicolas Tiuliakoff, Wassili Diatkowsky), de jeunes gars qui dès leur naissance n'avaient dû connaître que la misère inguérissable des kolkhozes et le tragique isolement de tout un peuple arraché à la communauté des hommes libres, de jeunes Russes payaient de leur vie. Ce qui permettait d'écrire à un journaliste exilé : en ces journées d'émeute et de révolution dans la zone orientale d'Allemagne, les seuls soldats étrangers à avoir soutenu la cause des révoltés se sont trouvés être... des Russes !

On a beaucoup commenté les récents événements d'Allemagne orientale. Pour dire beaucoup de choses sensées et beaucoup d'autres qui l'étaient considérablement moins. Au nom d'un Willy Goettling, la conscience publique s'est émue. Elle avait d'ailleurs bien raison de s'émouvoir, cette conscience publique, bien plus raison, sans doute, que lorsque, quelques jours auparavant, elle s'était émue à l'annonce de l'exécution des Rosenberg. Qu'on nous comprenne sur ce point : ce n'est pas là question de principe, mais question de proportions. Si à chaque fois qu'un homme est persécuté, condamné, injustement exécuté de par le monde, la voix de la conscience publique s'élevait indignée, il eût été nécessaire, il n'eût été que juste, que cette voix s'élève également pour protester dans le cas Rosenberg. Mais nous savons, hélas, qu'il n'est rien de tel. Et que pour protester bien haut en faveur des Rosenberg, cette même conscience publique passe en silence, trop respectueusement sans doute pour élever la voix, devant d'innombrables cadavres autrement vengeurs.

Certes, on a écrit sur Willy Goettling. Ce n'était que justice. Mais comment se fait-il que ceux-là mêmes qui s'étaient tellement émus de son sort, du sort de toutes les pitoyables victimes des journées de juin, n'aient point trouvé un seul mot pour honorer la mémoire et le sacrifice des dix-huit soldats soviétiques ? Une simple dépêche de dix lignes dans les journaux, et puis plus rien, absolument rien. Car enfin à tout prendre, Willy Goettling n'a jamais été qu'une triste victime d'occasion, un malheureux sans-travail qui avait eu tout simplement la fatale imprudence de venir voir de trop près comment on fomente une révolution, dont le seul crime avait été de se trouver à un moment inopportun à portée de la main d'un quelconque « Vo-Po ». Son innocence même réclame notre sympathie. Tel n'est certes pas le cas des dix-huit fusillés de Biederitz. Ceux-là étaient, eux, pleinement « coupables », car non seulement ils savaient ce qu'ils faisaient, mais ils savaient aussi ce qu'il pouvait leur en coûter. Eux aussi, ils ont droit à la sympathie et à la reconnaissance de tous les hommes libres, ils y ont droit d'autant plus que leur sacrifice a été pleinement libre et volontaire. Et cependant...

Et cependant, nous nous heurtons là à un phénomène tragique d'incompréhension ou d'indifférence. Si la voix de la conscience publique s'élève, que ce soit en faveur des Rosenberg à propos desquels on se demande « et s'ils étaient innocents ? », ou en faveur d'un Willy Goettling dont on sait qu'il est innocent, si donc, disons-nous, la voix de la conscience s'élève pour protester, c'est qu'une fibre sensible de l'âme humaine a été atteinte. Lorsqu'on apprend la nouvelle de l'exécution sommaire du jeune chômeur berlinois Willy Goettling sur ordre du commandant militaire de la garnison soviétique, c'est à tous les morts de l'occupation nazie en France,

en Belgique, en Hollande, que l'on songe, que l'on ne peut s'empêcher de songer. La fibre de la résistance à l'occupation étrangère est une fibre particulièrement sensible dans les pays d'Europe occidentale qui ont, eux aussi, connu l'humiliation du sol natal foulé par l'invasion ennemie, une fibre toujours à nu... Voilà pourquoi, sans doute, on s'émeut si facilement au douloureux souvenir d'un Willy Goettling. Voilà pourquoi aussi la conscience publique occidentale demeure indifférente, apathique, devant les incompréhensibles cadavres de dix-huit jeunes soldats soviétiques. Car si en ce milieu du vingtième siècle la fibre nationale reste toujours vibrante, la fibre révolutionnaire, elle, s'est curieusement atrophiée, dirait-on. Même en cette France qui, cependant, a ouvert jadis l'ère des révolutions.

La révolution russe (non pas celle de 1917, celle à venir), si l'on n'y croit pas en Occident, c'est avant tout parce qu'on ne veut pas y croire. Peut-être exige-t-elle un trop grand effort d'imagination de la part de ceux qui ont pris l'habitude de considérer le monde comme une somme de faits accomplis et non comme un incessant devenir. Peut-être annonce-t-elle trop de bouleversements en perspective à ceux qui sont mortellement las (et ce n'est que trop humain) de tous les bouleversements cosmiques qu'il a été donné de vivre à leur génération. Toujours est-il que la révolution russe à venir ne rencontre que scepticisme. Et les dix-huit fusillés de Biederitz ne trouvant place dans aucun des schémas sanctionnés par la paresse intellectuelle, le manque d'imagination ou le refus du changement quel qu'il soit, on préfère les passer tout simplement sous silence, ne sachant trop à quoi s'en tenir.

La « productivité » fromage pour les improductifs

La dernière excroissance bureaucratique dont vient de s'orner l'Etat français consiste en un Commissariat à la productivité, tout récemment créé.

Peu avant sa venue au jour, le journal la Vie française, *généralement bien informé sur ce qui se passe dans les « hautes sphères » et l'Administration, publiait sur les intrigues qui présidaient à la gestation du nouveau « Commissariat », l'article suivant de René Sédillot :*

L'histoire que je vais vous conter ne se passe certainement pas en France, où l'on a le sens du ridicule. Mettons qu'elle a pour cadre la très célèbre et très commode Poldévie, où se déroulent couramment tant d'événements qui ne sauraient trouver leur place en notre doux pays.

Donc, il était une fois, sous le ciel poldève, 10 milliards de picaillons en quête d'amateurs : la généreuse Amérique, aux termes d'un accord signé le 22 mai 1953, avait offert ce trésor à condition qu'il fût « affecté à la réalisation d'un programme destiné à favoriser l'accroissement de la productivité ». Ce fonds venait fort à propos. Toute la Poldévie se sentait prise d'une légitime passion pour la productivité, précisément parce qu'elle l'avait trop négligée. Il est remarquable en effet qu'on parle surtout de productivité dans les pays où on ne la pratique pas, tandis que les pays où elle est une réalité quotidienne n'éprouvent guère le besoin de la diviniser.

Déjà, la nation poldève se louait d'entretenir une Association pour l'accroissement de la productivité, qui multipliait les missions d'études et les rapports techniques ; elle hébergeait une Agence européenne de productivité, qui avait recueilli les laissés pour compte des services américains d'aide économique ; elle s'enorgueillissait de posséder un Comité national de la productivité. Mais ces organismes ne suffisaient assurément pas à mettre la productivité à l'honneur. De toute évidence, l'industrie des rapports et des discours n'était pas assez prospère ; quelques fonctionnaires poldèves se sentaient l'âme productive ; et, pour tout dire, les dix milliards bloqués du fonds de productivité appelaient la création d'une institution nouvelle capable de distribuer ce qu'elle n'aurait pas pu absorber pour son propre compte. Il fallait aux Poldèves un Commissariat général à la productivité.

Bien que ce pays eût déjà la chance de posséder nombre de commissariats, et pas seulement de police, bien qu'un commissaire général eût déjà pour mission d'administrer les fiefs du Plan (de quel plan, on ne savait plus, puisque le plan nº 1 était mort et que le plan nº 2 n'était pas né ?), le Commissariat à la productivité s'imposait. C'est ce que finit pas comprendre le Parlement. D'abord ému par cette inflation administrative, il s'était résigné à accepter le Commissariat nouveau, doté d'une cinquantaine de millions de picaillons, et chargé de gérer quelques centaines de millions consacrés par le budget à la sainte productivité en attendant de se saisir des milliards du fameux Fonds.

Le ministère des Affaires économiques, au début de janvier 1954, vit donc naître en son sein le jeune Commissariat. Il commença par s'adjuger la Direction des programmes, dont le directeur fut invité à aller administrer les Tabacs. Le commissaire général fit abattre quelques cloisons, pour agrandir le bureau dont se contentait le directeur évincé. Ses amis s'abattirent sur le ministère, et se mirent au travail.

Leur ambition était de reprendre en mains l'économie poldève, dont les libertés, péniblement reconquises après des années de dirigisme, leur semblaient insolentes. Il fallait commencer par mettre au pas les fonctionnaires suspects d'être libéraux. Plusieurs d'entre eux, un beau matin, apprirent qu'ils étaient assortis de coadjuteurs.

— Je passerai tous les soirs, dit le nouveau venu. Vous me rendrez compte de votre activité.

C'étaient de curieux adjoints, qui parlaient avec désinvolture, jugeaient de haut, fronçaient les sourcils, mais passaient le plus clair de leur temps dans des cabinets ministériels, dans des centrales syndicales ou dans des administrations sans rapport avec l'Economie nationale.

Là-dessus, le commissaire général établit un organigramme dont les innombrables ramifications recouvraient toute l'armature économique du pays poldève. Il y avait, bien entendu, un secrétariat du commissariat, un service d'études économiques (la Poldévie en manquait cruellement), un cabinet du commissaire, un secrétariat du cabinet, un bureau de coordination, un service d'information et de documentation (dont la nécessité s'imposait d'urgence), sans parler de services de gestion, d'assistance et autres...

Il y avait des secteurs verticaux qui supervisaient l'Agriculture, l'Industrie, la Distribution, les Transports, la Construction, le Logement, les Banques, les Assurances, les Etablissements industriels de l'Etat, les Services publics, les Territoires d'outre-mer. On prévoyait sans doute des sous-secteurs, par exemple pour l'Energie, les Charbonnages, les Textiles, et peut-être même les Chaussures à semelle de crêpe. Il y avait aussi les secteurs horizontaux, qui traitaient de tous les problèmes nationaux sous l'angle de la formation et de l'orientation, des questions sociales, de l'emploi, des débouchés, de l'organisation, de la normalisation, de la comptabilité, de la fiscalité, du droit, de l'administration. Toute la Poldévie allait enfin être solidement encadrée.

Le chef-d'œuvre du Commissariat, c'était d'avoir prévu une sorte de réseaux d'ambassades personnelles, auprès des organismes qui déjà, de près ou de loin, pouvaient s'être permis de se mêler de productivité : il y avait le service des rapports avec le Plan, celui des rapports avec l'Agence européenne de productivité, sans parler de l'O.E.C.E. Mais ne faudrait-il pas assumer aussi des liaisons avec la C.E.C.A., avec l'O.T.A.N., voire avec le Parlement, et envoyer des missions permanentes à l'étranger ? Ainsi, en Poldévie, l'administration sécrète de l'administration. Si l'on y installe deux bureaux, on en imagine aussitôt un troisième pour nouer des relations entre les deux premiers.

Le malheur est que tous les Poldèves ne furent pas compréhensifs, et qu'il se trouva même des ministres pour penser que le commissariat risquait de donner un fâcheux exemple d'improductivité. A côté du ministère des Affaires économiques, existait, en effet, par une curieuse inconséquence, un ministère de l'Industrie et du Commerce. Celui-ci se crut menacé de dépossession. N'avait-il pas déjà des Directions techniques pour s'occuper des secteurs dont prétendait s'emparer l'avide commissariat ? Le Plan, de son côté, eut l'impression très nette qu'on l'oubliait. Bref, les empêcheurs de s'amuser en rond firent savoir que la Productivité n'avait pas besoin de nouveaux décrets.

Or, sans décrets, le commissariat restait sans attributions précises. Ce n'est pas tout que de bâtir un organigramme, d'installer des fonctionnaires et de rédiger des circulaires. Encore voulait-il s'emparer des milliards américains. Il lui fallait deux décrets, qui attendaient en vain la signature des ministres rebelles.

Les projets étaient tout prêts. Le premier chargeait expressément le Commissariat d'étudier et de suivre toutes les mesures de nature à augmenter la productivité dans le cadre du plein emploi ; il lui confiait les milliards du Fonds en disponibilité, il l'appelait à veiller sur la distribution du crédit, de telle sorte qu'elle tînt compte des critères de productivité (ce qui l'autorisait à contrôler le Contrôle du crédit, voire la Banque de Poldévie) ; il le dotait d'agents, de secrétaires, d'interprètes, de sténos et de chargés de mission ; il l'invitait à présenter un rapport annuel ; il l'autorisait à créer à volonté des Comités de productivité « en vue d'étudier un secteur de l'économie ou un groupe de questions déterminées, et de suivre l'application des propositions faites » : ce qui justifiait toutes les expansions géographiques et professionnelles.

Le second projet instituait le Comité national de la productivité, dont les pouvoirs avaient expiré quelques mois plus tôt, et qu'il fallait renflouer au plus vite, à condition d'en faire l'auxiliaire bienveillant du Commissariat. Lui aussi, il était chargé de rechercher tous les moyens de nature à améliorer la productivité ; on lui offrait un secrétariat général, des commissions, des rapporteurs ; on le composait d'une cohorte de fonctionnaires (secrétaires généraux des Comités interministériels, représentants des ministères) et de personnalités patronales, ouvrières ou intellectuelles, de façon à caser, comme au Conseil économique, les cervelles les plus éminentes des syndicats et de la « pensée poldève ». Le Commissariat général à la productivité avait tout lieu d'être tranquille : bien composé, le comité serait à sa dévotion.

Or voici les deux projets en panne, parce que les ficelles sont un peu grosses et les marionnettes un peu voyantes. Pour ses débuts, le Commissariat a manqué de doigté : il s'est trop manifestement lancé à l'assaut des places et des milliards. Il a trop vite installé des personnages trop gourmands : un ancien chemisier, promu au sein du cabinet du commissaire, a tout de suite voulu lancer une affaire de chemises nationales ; les combinaisons ont cheminé avec trop d'insolence ; la Poldévie est trop blasée sur les scandales pour en désirer de nouveaux.

Les amateurs poldèves de romans-feuilletons se sont même demandé si le Commissariat, au-delà d'une entreprise de technocrates à la conquête de sinécures, ne cachait pas de plus redoutables ambitions : si le commissaire n'est pas en cause, son entourage n'est-il pas suspect ? N'a-t-on pas cru voir grouiller des politiciens retour d'U.R.S.S., semblant agir en fonction d'une hypothèse politique ? Les adjoints préposés à la surveillance des fonctionnaires en place ont paru jouer prématurément le rôle de Commissaires du peuple, prêts à prendre la relève. Le réseau dirigiste qu'ils voudraient lancer sur toute l'économie a paru ébaucher la mise en place d'un appareil de soviétisation. Mais c'est sans doute prêter beaucoup d'importance à ce qui ne doit être, tout compte fait, qu'appétits de prébendes et de picaillons.

L'émoi n'en est pas moins grand au ministère des Affaires économiques poldève. Certains des fonctionnaires qui se rallient au Commissariat bénéficient de traitements majorés ; les autres s'estiment menacés. Ils dénoncent les chevauchements de services et les doubles emplois, même si, pour leur propre compte, ils doublaient déjà d'autres services. Le Commissariat s'inquiète aussi et s'impatiente, parce que les décrets qui doivent l'investir ne sortent pas. Les ministres intéressés se chamaillent ou se boudent. Les Américains commencent à se demander si leurs milliards financeront une propagande antiaméricaine. Mais la Poldévie reste sereine : elle ignore tout des intrigues du sérail administratif.

Tout cela ne serait que risible, si la productivité n'était en cause. Qui s'en soucie, dans la compétition des appétits ? Elle est une enseigne, un prête-nom, rien d'autre.

Elle ne s'en porte d'ailleurs pas plus mal. Car c'est médire d'elle que de la réduire à la mesure d'un Commissariat, même flanqué d'un Comité, d'une Association, d'une Agence et d'un Fonds. L'assainissement de l'économie ne dépend pas de fonctionnaires en mal de paperasses. Il dépend du cœur et des bras des travailleurs.

ENTRE NOUS

LA « R.P. » A DES DETTES

Nos rentrées d'avril sont maigres : 52.000 fr. (vente « Chine » comprise) contre 114.000 fr. en mars. Avril aurait dû être un mois riche, le nombre des abonnements à renouveler à fin mars (nous sommes repartis en avril 1947) étant le plus important de l'année.

Ainsi nous devons, à fin avril, plus de 5.000 fr. à notre imprimeur. Et dans quelques jours nous aurons à payer le numéro de mai.

Quoique réduit à 24 pages, c'est tout de même plus de 80.000 francs qu'il nous faudra.

Camarades retardataires, renouvelez !

Et n'oubliez pas la souscription.

Le gérant : J.-P. FINIDORI


Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent?

MOIS DE MARS 1954

RECETTES

Abonnements ordinaires	34.862	
Abonnements de soutien	32.950	67.812
Souscription		3.150
Vente « R. P. »		11.380
Publicité		14.400
Vente « Chine »		16.150
Divers (librairie)		1.600
		114.492
En caisse au 1er mars		40.973
		155.465

DEPENSES

Impression et papier (« R. P. » mars)		91.280
Frais d'expédition		6.643
Téléphone		3.645
Divers		1.000
		102.568
En caisse au 31 mars :		
Chèque postal	51.292	
Espèces	1.605	52.897
		155.465

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Vidal (Hte-Loire) 1.300 ; Les Charpentiers français (Paris) 5.000 ; Clermonté (Seine) 1.500 ; J. Péra 2.000 ; Sirieix (Rhône) 1.700 ; Roessel (Paris) 1.200 ; R. Hagnauer (S.-et-O.) 1.000 ; R. Peppmuller (Allemagne) 1.850 ; Lavalette (S.-et-O.) 1.500 ; Max. Leblanc (Aisne) 2000 ; T... (Alger) 5.000 ; Dreux (Alpes-Maritimes) 1.200 ; Mme Guillaume (Loire) 1 200 ; D. Martinet (Paris) 5.000 ; Saint-Jacques (Paris) 1.500. — Total : 32.950 francs.

LA SOUSCRIPTION

Langlois (Seine) 150 ; Ménard (Loiret) 50 ; Le Besconte (Deux-Sèvres) 50 ; Lain Diaz (Chili) 1.000 ; Pihen (Paris) 300 ; Morvezen (Morbihan) 100 ; G. Goujon (Seine-Inférieure) 300 ; A.-V. Jacquet (Rhône) 500 ; Cortel (Côte d'Or) 200 ; André (Seine) 100 ; Denayer (Nord) 100 ; Simon (Seine) 100 ; R. Hagnauer (S.-et-O.) 200. — Total : 3.150 francs.

—●—

MOIS D'AVRIL 1954

RECETTES

Abonnements ordinaires	28.350	
Abonnements de soutien	14.300	42.650
Souscription		1.600
Vente « R. P. »		1.940
Vente « Chine »		5.400
Divers (librairie)		500
		52.090
En caisse au 1er avril		52.897
		104.987

DEPENSES

Frais expédition « R. P. »		1.100
Téléphone		5.155
Frais expédition « Chine »		1.900
		8.155
En caisse au 30 avril :		
Chèque postal	87.117	
Espèces	9.715	96.832
		104.987
Dû à l'imprimeur :		
« R. P. » d'avril	98.954	
Bandes pour expédition	3.100	102.054

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Laumière (S.-et-O.) 2.000 ; Bavard (Côte d'Or) 1.500 ; Guilloré (Paris) 1.500 ; Bourrillon (Paris) 1.500 ; Autuche (Haute-Loire) 1.500 ; Caubel (Loiret) 1.100 ; J. Hervé (Indre-et-Loire) 1.500 ; Charbit (Hte-Garonne) 1.200 ; Germain (Belgique) 2.500. — Total : 14.300 francs.

LA SOUSCRIPTION

Chevance (Côtes-du-Nord) 100 ; Dabin (Doubs) 200 ; Deloffre (Pas-de-Calais) 100 ; Buissonnière (Allier) 200 ; P. Martin (Drôme) 500 ; Claveyrolas (Loire) 250 ; Dérieu (Loire) 250. — Total : 1.600 fr.

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 31 MARS. — Puissante contre-attaque au Sud de **Dien-Bien-Phu** pour endiguer le nouvel assaut du Viet Minh.

A **Vitoria (Espagne)**, verdicts des procès intentés à des nationalistes basques : condamnations de 5 mois à 14 ans de prison. — A **Ocana**, condamnations de révolutionnaires dont certains à 20 ans de prison.

JEUDI 1er AVRIL. — A **Dien-Bien-Phu**, le Viet Minh a pris pied au Nord-Est du dispositif central.

Le **maréchal Juin** est relevé de ses fonctions de vice-président militaire du Conseil supérieur des forces armées, à la suite de ses déclarations publiques contre la C.E.D.

DIMANCHE 4 AVRIL. — Violents incidents à l'**Arc de Triomphe de l'Etoile** : MM. Laniel et Pleven sont malmenés par les partisans du maréchal Juin.

LUNDI 5 AVRIL. — Les partis nationalistes d'**Afrique du Nord** ont signé au Caire un pacte du comité de libération du Maghreb.

MARDI 6 AVRIL. — M. Foster Dulles demande une déclaration commune des puissances occidentales contre l'intervention chinoise en **Indochine.**

MERCREDI 7 AVRIL. — Nouvelle poussée **Viet Minh** sur le Mékong au Sud-Laos.

DIMANCHE 11 AVRIL. — Elections générales en **Belgique.** Le parti social chrétien perd la majorité absolue. Les socialistes gagnent dix sièges, les libéraux 4, les communistes en perdent 3.

VENDREDI 16 AVRIL. — Déclaration du président **Eisenhower** précisant la garantie américaine à la C.E.D.

A **Rabat** (Maroc), le haut tribunal chérifien prononce 9 condamnations à mort pour terrorisme.

MARDI 20 AVRIL. — A **Dien-Bien-Phu,** le Viet Minh a pris pied pour la fraction nord du terrain d'aviation.

A **Bruxelles,** M. Van Acker, socialiste, est chargé de former le nouveau gouvernement.

MERCREDI 21 AVRIL. — Le **gouvernement grec** décide de porter la question de Chypre devant l'O.N.U.

L'U.R.S.S. adhère à l'U.N.E.S.C.O.

Par une déclaration publique **Tito** se déclare partisan de la C.E.D.

Les fédérations **C.G.T.** et **C.F.T.C.** décident la grève des chemins de fer le 28 avril.

DIMANCHE 25 AVRIL. — Elections en **Argentine,** victoire du général Peron, progression de l'opposition radicale.

LUNDI 26 AVRIL. — Ouverture de la Conférence de **Genève.**

MARDI 27 AVRIL. — **L'U.R.S.S.** adhère à l'organisation du travail.

Les compagnons ouvriers du **R.P.F.,** prêts à la grève patriotique contre la C.E.D. décident d'appuyer la grève générale du 28 avril.

MERCREDI 28 AVRIL. — Echec partiel de la **grève de 24 heures.**

Mort de **Léon Jouhaux.**

JEUDI 29 AVRIL. — Le gouvernement Bao Daï accepte l'admission du **Viet Minh** à la Conférence indochinoise.

A Colombo, réunion des 5 premiers ministres de l'Inde, du Pakistan, de Birmanie, d'Indonésie et de Ceylan, qui lancent un appel pour un cessez-le-feu en **Indochine.**

VENDREDI 30 AVRIL. — Le Conseil Municipal d'Hanoï, proteste contre l'appartenance de l'**Etat Vietnamien** à l'Union française.